



heβδο le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°514 JEUDI 19 JANVIER 1984 8,00 F



**après
Talbot,
la sidérurgie:**

LA GAUCHE LICENCIE LES TRAVAILLEURS

● les sidérurgistes une fois de plus laminés

Avec l'automobile et la sidérurgie, les licenciements dans le cadre des restructurations industrielles vont bon train.

Aux yeux de Mitterrand les travailleurs ont moins d'intérêt que les robots. PAGES 4 ET 5.

● dans le monde

LIBAN : L'Occident n'abandonnera pas de sitôt le Liban. Mais l'option militaire de cet engagement est de plus en plus contestée.

TCHAD : Abandonnant le treillis pour le complet-veston des politiciens, les chefs de bande qui se disputent le Tchad négocieront-ils ? PAGE 8.

● la culture à l'américaine

N'ayant pu faire de l'U.N.E.S.C.O. une agence de propagande de l'« American way of life », Reagan a préféré que les Etats-Unis s'en retirent. Mais il conserve une vision très personnelle de la « culture ».

PAGE 12.

liste des groupes f.a.

• PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

• RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

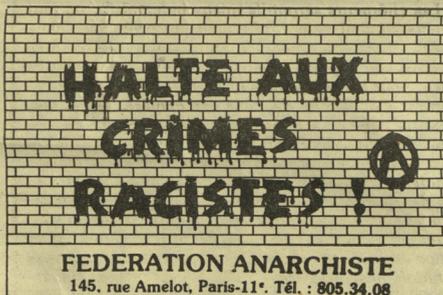
• LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

• LIAISONS :

Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Mantès-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Chatelleraut, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer, Nice — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio.

éditions



• Le groupe Libertad a édité un autocollant : « Halte aux crimes racistes ». Prix : 1 F l'unité, 20 F les 50 exemplaires. Format : 12 x 8.

Abonnez vous!

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République) tél. : 805.34.08

éditions

• Volonté anarchiste n°23 est paru. La collection de brochures du groupe Fresnes-Antony vient de publier : *L'Idée des soviets* par Vassilev.

Ce compagnon bulgare, assassiné par la police en 1933 à Sophia, nous montre, textes à l'appui, combien l'idéologie marxiste est loin de l'idée originelle des soviets ; comment les bolchevicks ont repris le fameux slogan « Tout le pouvoir aux soviets » afin de récupérer et de gouverner le mouvement révolutionnaire en Russie.

Enfin, il fait apparaître les liens étroits entre l'organisation de soviets et le fédéralisme libertaire.

Ce numéro est en vente à la librairie du Monde libertaire (15 F). Abonnement : 8 numéros, 110 F (de soutien 180 F) à A.S.H., 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.



• Le groupe Varlin a édité une affiche : « La Guerre ? ». Prix : 5 F l'unité, 0,65 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.



• Le groupe de Villejuif-Vitry a édité une affiche : « L'École dresse l'enfant ». Prix : 5 F l'unité, 0,70 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.

communiqués

• Les sympathisants libertaires des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, désireux de faire connaître les idées anarchistes sur cette région peuvent prendre contact avec les R.I. qui transmettront au groupe Puig Antich de PERPIGNAN.

• Les libertaires de l'YONNE (89) intéressés par des actions sur ce département peuvent prendre contact avec les R.I. qui transmettront au groupe d'Auxerre.

• Les étudiants intéressés par une action collective au niveau des universités et autres facultés sont avisés que la Coordination libertaire étudiante existe, et qu'elle est présente dans de nombreuses facultés pour diffuser la pensée et les idées anarchistes dans le milieu universitaire. Pour tout contact, écrire aux R.I. qui transmettront.

• Le groupe libertaire Louise-Michel organise dans son local au 10, rue Robert-Planquette, PARIS 18^e, métro Blanche ou Abbesses, chaque jeudi à partir de 20 h, une série de cours. Au programme : le 19 janvier, les anarchistes au sein du mouvement ouvrier russe, avant, pendant et après la révolution d'octobre par Eric Vilain ; le 26 janvier, les I.W.W. et la présence de l'anarchisme au sein du syndicalisme américain par Ronald Creagh.

• Les libertaires de la région nancéenne, désirant propager les idées anarchistes peuvent prendre contact avec la liaison de NANCY en écrivant aux R.I. qui transmettront.

• Depuis plusieurs années, la Fédération anarchiste s'est dotée de moyens d'expressions : *Le Monde libertaire*, la librairie du Monde libertaire, et plus récemment Radio-Libertaire, pour diffuser notre pensée. L'imprimerie de la Fédération anarchiste est le dernier né de ces moyens d'expression.

Apportez-lui votre soutien en lui confiant vos travaux de photo-composition, photogravure et impression. L'anarchisme a besoin d'une imprimerie, construisons-la ensemble !

Pour nous contacter : permanence le samedi de 15 h à 17 h à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris ; ou téléphonez du lundi au vendredi, à partir de 14 h, au 259.22.71.

débats

• Le groupe Sevran-Bondy organise le vendredi 20 janvier à 20 h 30, au centre Alpha de Bondy, 3, allée des Pensées, une réunion sur le thème « Vivre en sécurité ». Nous convions toutes les personnes intéressées à venir nous rencontrer à cette occasion.

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Dernières nouvelles de la Vernède, En bref, Montand — PAGE 4 : Tchao pantins, Manif Talbot, Qui est le premier... Bus Bordeaux — PAGE 5 : Les sidérurgistes, La Samaritaine — PAGE 6 : Coupe des « vices », Négriers du nettoyage — PAGE 7 : Tous des libéraux — PAGE 8 : Quel espoir pour le Tchad, Liban : la paix... — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Notes de lecture, Invités de R.-L., Radio-Libertaire récupère, Spectacles — PAGE 12 : Le nouvel ordre mondial de l'information..., Reagan retire ses billes...

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Route 205 — Publi Routeage
Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref...

• Le Collectif contre le protocole d'accord « Armée/Education » de Versailles (78) organise une réunion avec un diaporama suivi d'un débat, au « Centre Huit », le mardi 24 janvier à 20 h 30, 8, rue de la Porte-de-Buc à Versailles (gare des Chantiers).

• Le *Courrier Santé-Social-Education* vient de paraître (n°1 nouvelle série) en remplacement du *Courrier de l'éducation libertaire*. Au sommaire : des articles sur l'école laïque et privée, l'éducation libertaire, la grève à la clinique des Orangers à Bordeaux... Cette revue est éditée par les syndicats Santé-Social-Education de la C.N.T.F. Prix du numéro : 4 F. Abonnement : 6 numéros 20 F (1 an). Adresse : C.N.T., 33, rue des Vignoles 75020 Paris.

• Depuis le 6 janvier 84, Zedi Moktar a entamé une grève de la faim à l'intérieur de l'église de Longjumeau dans l'Essonne pour obtenir la régularisation de sa situation de travailleur immigré. Il se retrouve menacé d'expulsion par les pouvoirs publics. Les organisations : Communauté tunisienne de Longjumeau, Aide à toutes détreuses (Longjumeau et Evry), C.C.F.D. (Longjumeau), Fédération anarchiste, Frères des hommes (Massy-Antony), M.R.A.P. (Longjumeau-Chilly-Mazarin), P.S. (Longjumeau), Secours catholique (Longjumeau), P.S.U. et A.S.T.I. (Massy) appellent à venir soutenir cette action.

• Pierre-Martial Cardona qui devait comparaître le jeudi 12 janvier devant la 6^e chambre correctionnelle de Lyon, pour délit d'insoumission — vieux de 10 ans — vient d'être informé que le parquet avait décidé de renvoyer le procès en mars prochain. Pierre reste inculpé et demeure légalement « arrêté » à tout moment par la gendarmerie. Il reste également passible d'une peine d'un an de prison ferme. Pour tout contact : Editions *Avis de recherche*, B.P. 53, 75861 Paris Cédex 18.

• Le Secrétariat des objecteurs de conscience (S.O.C.) reprend ses permanences tous les samedis de 10 h à 12 h au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e. Vous y trouverez toutes les infos sur l'objection de conscience, l'insoumission, etc. Vous pouvez aussi leur écrire : S.O.C. c/o C.L.O. B.P. 103, 75522 Paris Cédex 11.

• Le Comité pour la vérité sur la mort de Jean-Louis Lin nous informe du refus du ministre Badinter de réouvrir l'enquête sur le décès de ce militant du *Journal du Peuple* d'Or qui avait été retrouvé, le 10 juillet 78, dans la Seine. Les circonstances étranges de ce « décès » n'ayant jamais été élucidées. Pour tout contact : C.E.N.A.L.I.D.E.P. 2, rue du Corbelet, Jacob-Bellecombette, 73000 Chambéry.

• Skol Ober organise des cours de breton par correspondance. Des cours d'espéranto, d'irlandais, de gallois et d'histoire de la Bretagne sont également proposés. Pour tout renseignement : Skol Ober, Gwaremm leuven plufur, 22310 Plestin-les-Grèves.

• Un chercheur scientifique souhaite rencontrer des compagnons libertaires, passionnés de recherche fondamentale, pour discuter avec eux d'une étude qu'il a entreprise et qui à son avis, pose un problème sur la validité de la conception actuelle de la structure atomique. On peut le contacter : André Vasseur, Rés. Les Pampres, Bat. A, av. de Champagne, 91940 Les Ulis. Tél. 446.29.46.

MONTAND OU L'ART DE SE TROMPER

Si l'on en croit les sondages, Yves Montand a conquis l'opinion publique ce mardi 3 janvier 84 lors des *Dossiers de l'écran*, émission d'Antenne 2, par sa franchise et son courage. Quant à la presse, elle ne tarit pas de remerciements pour cet acteur-politicien ou politicien-acteur qui emploierait un soi-disant « langage de vérité » ! Qu'en est-il exactement ?

Bien sûr, il y a courage à reconnaître que l'on s'est trompé pendant des années, qu'ancien compagnon de route du marxisme, on s'est trompé de route justement ! Malheureusement, Montand, sitôt descendu de la bicyclette communiste, enfourche un autre vélo branlant pour se tromper à nouveau de chemin. On l'a même entendu dire : « Reagan est un bon président... » ! Et s'il parle du nazisme, de Staline, plus un mot du Viet-Nam, de l'Amérique du Sud... Bref, Montand, c'est l'art de se tromper, l'art d'enfourcher toutes les bicyclettes de l'erreur. Il eut été si simple de dire : « Ni Andropov ni Reagan ! »

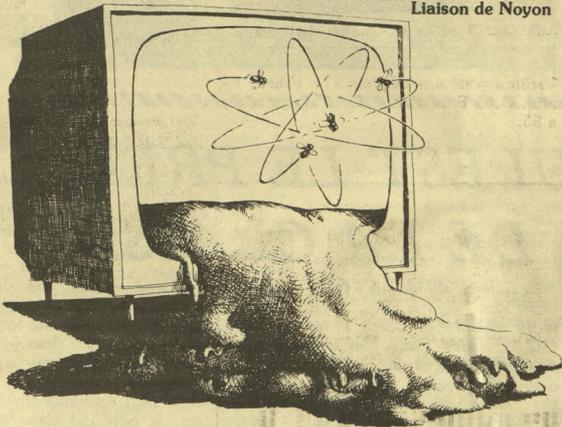
Cela démontre toutes les difficultés rencontrées par beaucoup pour construire un « anti-communisme » qui ne soit pas de droite. A ce sujet, l'apport des idées libertaires est essentiel : tout d'abord, parce que nos anciens ont été les premiers

à mettre à nu la réalité du marxisme (et cela bien avant Sartre, n'en déplaise à M. Montand) mais surtout, parce que l'anarchisme ne propose pas de remplacer une oppression par une autre, mais de construire un monde libre ! Mais Montand, prisonnier de la logique Est-Ouest, se montre incapable d'imaginer ou même d'entrevoir une autre issue. Il n'a pas su comprendre tous les liens qui, au-delà de leurs divergences, unissent le capitalisme d'Etat et le capitalisme libéral. Bref, Montand ne fait que nous vendre toujours la même soupe : celle de la résignation, celle du seul choix qu'il nous resterait, la peste ou le choléra... Alors, « langage nouveau » ? Tu parles !

Et à force de vouloir dire son mot sur tout, il en arrive même à dire des énormités, à reprendre à son compte les idées les plus réactionnaires qui soient. N'a-t-on pas entendu Montand annoncer aux travailleurs qu'ils devaient se résigner à payer la note de la crise du capitalisme ?

Alors, Montand, un peu d'humilité ! Tu es bien meilleur en comédien qu'en chanteur de l'austérité pour les... travailleurs. Et puis, nous n'avons surtout pas besoin d'un « Reagan à la mode française » ; épargne nous cela. Propose-nous tes films, ça nous suffira bien !

J.-M. Bavard
Liaison de Noyon



DERNIÈRES NOUVELLES DE LA VERNÈDE

SURPRISE ! Alors que l'affaire de la Vernède semblait aboutir, mardi 10 janvier, le comité « petite région » de la S.A.F.E.R. a attribué la ferme de la Vernède à deux agriculteurs célibataires de plus de 50 ans, pour agrandir leurs fermes déjà viables.

De ce fait, la ferme de la Vernède, sur le Larzac méridional, qui aurait permis à une famille d'agriculteurs de s'installer et d'en vivre, se trouve démantelée et en danger de disparaître. Une ferme en moins dans cette région qui oscille entre le désert et la « touristification » sauvage et dévastatrice est toujours ressentie comme une catastrophe.

Il est bon de rappeler ici que la lutte syndicale menée par la C.N.S.T.P. de l'Hérault, soutenue par les *Travailleurs-Paysans* des départements limitrophes, a toujours voulu sortir du corporatisme agricole et a posé les enjeux du foncier et de l'utilisation de l'espace rural à l'encontre des travailleurs. C'est en ce sens que le M.I.V.O.C.-T.P. de l'Hérault a proposé un schéma d'accueil de citadins (classes vertes, colloques ruraux, etc.) qui dépassait de loin des revendications corporatistes.

Il n'est pas tolérable que des décisions de ce genre, contraires aux aspirations légitimes de producteurs en lutte contre la pro-

priété foncière abusive et écrasante, soient prises. Le slogan « Pas un actif à perdre » adopté par tous les syndicats en cette période de chômage et de crise économique est là encore vite oublié par ceux-là mêmes qui s'en réclament.

Cette ferme de la Vernède, étant occupée depuis plus d'un an par une famille de jeunes agriculteurs soutenue par leur syndicat, le C.N.S.T.P., le propriétaire légale, la S.A.F.E.R. vient d'en demander l'expulsion. Une audience du tribunal de Montpellier a eu lieu jeudi 12 janvier, et le délibéré est reporté à huitaine.

Aussitôt ce report connu, la

C.N.S.T.P. de l'Hérault, conforté par des délégations de *Travailleurs-Paysans* des départements proches, a occupé la S.A.F.E.R. - Languedoc-Roussillon et réussissait à relancer les négociations en vue toujours de l'installation de Jean-Emile et Dominique sur la Vernède. Le vendredi 13 à 17 h., des négociations ont été signées à la préfecture, la S.A.F.E.R. recule ! Un compromis entre le Conseil général, la S.A.F.E.R. et les *Travailleurs-Paysans* semblerait en bonne voie. Affaire à suivre.

Alain Duthilleul
Jean Sicard

Editorial

MILLE neuf cent quatre-vingt-quatre, année charnière vers des lendemains meilleurs nous dit-on. Pour les salariés, cette année sera en tout cas à marquer d'une pierre noire.

Après la baisse du pouvoir d'achat en 1983, nul ne se fait plus d'illusion sur sa garantie pour 1984. Non content d'avoir « liquidé » l'indexation des salaires sur les prix et de suggérer au patronat de raisonner en masse salariale globale annuelle, le gouvernement précise de surcroît que les différents avantages acquis, telle l'ancienneté, devront être incorporés dans les limites fixées de l'évolution salariale. Une occasion dont le patronat se réjouit ; en attendant que soit appliquée cette promesse de libération des prix industriels qu'il réclame à corps et à cris.

Le gouvernement n'en est d'ailleurs plus à une contradiction près, vidant de son contenu par ses rigides instructions en matière salariale la loi Auroux portant obligation de négocier dans l'entreprise. Pour enfoncer encore un petit peu plus le clou, Mauroy suggère la négociation sur le temps de travail, prévue par la loi, compense les pertes de salaire, et de plus qu'elle soit assortie d'une « amélioration de la productivité dans le but de ne pas entraîner des coûts supplémentaires pour l'entreprise ». En somme, c'est non seulement aux salariés de se financer la réduction de leur temps de travail, mais encore dans le cadre d'une amélioration de leur productivité ! Le moins que l'on puisse constater, c'est que le gouvernement est aux petits soins avec les patrons.

Ainsi, les salariés verront leur feuille de paye amputée de 1% supplémentaire dès janvier au titre de l'assurance vieillesse, la part patronale reste, elle inchangée. Et si la part des salariés au titre de l'assurance maladie reste inchangée, celle des employeurs diminue de près de 1% ! Le déplaçonnement qui accompagne cette dernière mesure devrait alléger les charges des entreprises à faibles salaires et allourdir celles des secteurs avancés, sans que pour autant, dans ses prévisions, la Sécurité sociale n'en soit bénéficiaire.

Du côté de l'U.N.E.D.I.C., le protocole signé le 10 janvier entre les organisations patronales et la C.G.C., la C.F.T.C. et F.O., la C.G.T. et la C.F.D.T. attendant la position gouvernementale, prévoit que si les cotisations patronales restent inchangées (4,08%), celles des salariés passent de 1,72% à 1,92% ! Les chômeurs seront-ils mieux indemnisés, ou tout au moins plus égalitairement ? Le nouveau protocole, alors que l'ancienne convention modifiée en novembre 1982 se situait déjà dans une ligne très restrictive, est encore moins avantageux... pour les plus faibles revenus !

Le minimum d'allocation de base est abaissé, les durées d'indemnisation sont plus limitées, une dégressivité en cas de prolongation instaurée. Par contre, nouveauté, les salaires supérieurs à 6 755 F se voient octroyer une garantie d'indemnité minimale correspondant à 60% du salaire ! Alors que l'allocation de « fin de droit » est de 40 F par jour : allez vivre avec ça ! Et pour ceux qui n'ont plus droit à l'assurance chômage, ou qui n'y ont pas eu droit, l'Etat leur allouera une indemnisation au titre de la « solidarité nationale ». L'assistanat institutionnalisé par une société inégalitaire et hiérarchisée qui délaisse jeunes et travailleurs quand ils ne peuvent être rentabilisés.

Les travailleurs ne peuvent accepter d'être éternellement les vaches à lait du capitalisme, même géré par la gauche ! La riposte doit s'organiser, la solidarité s'instaurer entre travailleurs et chômeurs. Quel travailleur aujourd'hui est-il assuré de ne pas être chômeur demain ? Au cours du second semestre 1983 et du premier semestre 1984, 200 000 licenciements seront enregistrés dans le secteur industriel. Deux cent mille travailleurs sacrifiés sur l'autel de la compétitivité internationale !

TCHAO PANTINS

TCHAO pantins... qui au nom du fascisme, ont ramené tous les débris de la nostalgie d'un certain passé pour tenter de « chasser la vermine », « nettoyer la France »...

Tchao pantins... qui, au nom du capitalisme, ont surexploité, méprisé, malmené des travailleurs avant de les jeter dehors sans formation, sans avenir, sans espoir...

Tchao pantins... qui, au nom du socialisme, sacrifient les travailleurs à la compétitivité, envoient les C.R.S. contre les grévistes et tolèrent pendant de longs moments les agissements des commandos C.S.L.-P.F.N....

Tchao pantins... qui, au nom du communisme, lâchent les grévistes après avoir eu l'assurance de l'exclusivité des discussions au niveau de l'Etat avec une organisation syndicale qu'ils savent contrôler...

Tchao pantins... qui, au nom du centralisme démocratique, acceptent un plan « social » chargé de faire avaler les licenciements actuels et futurs et qui voient des « hystériques » parmi les grévistes et non parmi l'extrême-droite...

Tchao pantins... qui, au nom de l'autogestion, mettent les travailleurs et les organisations locales et régionales de leur syndicat devant l'annonce face aux caméras de la suspension de l'action, un très sombre dimanche...

Tchao pantins... qui, au nom du léninisme, tentent de s'imposer en G.E.C.O. (Guides éclairés de la classe ouvrière) au risque de diviser les travailleurs, et faire le jeu des bureaucrates, des directions syndicales, après avoir appelé à voter pour ceux que vous savez...

Bonjour camarades... qui continuez la lutte dans l'entreprise, tentez d'y développer une action unitaire et démocratique, militez dans vos structures syndicales pour qu'elles soient réellement un outil efficace au service des travailleurs, développez l'information et la solidarité — y compris financière — autour du conflit actuel, agissez pour le développement d'une riposte ouvrière de grande ampleur aux restructurations en cours.

Non, la lutte des travailleurs de Talbot n'est pas terminée. Tous les pantins ne détruiront pas une solidarité ouvrière que les balaiera sans doute un jour avec ce vieux monde qui pue la misère, la charogne et la haine.



Une lutte caractérisée par la détermination.



Serge

BUS BORDEAUX UNE LUTTE POUR RIEN ?

NOUS avons, dans un récent numéro (Monde libertaire n°512) parlé de la lutte des tramotins bordelais. Unis majoritairement dans l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O. les travailleurs des bus bordelais semblaient sûrs de l'issue de leur combat. La C.U.B. (Communauté urbaine bordelaise) passée dernièrement sous le contrôle de l'équipe de Chaban-Delmas, a fait distribuer dans toutes les boîtes à lettres de Bordeaux et de ses banlieues des tracts où les « sommes exorbitantes » que gagnent les conducteurs bordelais étaient dénoncées. Alors que leurs revendications ne portaient pas tant sur des augmentations de salaire que sur le refus de voir la fréquence des bus diminuer et le ticket augmenter.

Dans la première semaine de janvier, l'intersyndicale appelait à la reprise du travail après 24 jours de grève. « Ils ne lâcheront rien. Il est difficile de continuer comme ça. Il faut trouver d'autres moyens » a déclaré en outre un représentant de l'intersyndicale. Un choix a été fait : ne pas étendre la solidarité à ce conflit. Affaire à suivre pour comprendre les véritables causes de cet échec syndical !

Y. Fonclare

QUI EST LE PREMIER DE LA CLASSE ?

MITTERRAND, sans aller jusqu'à la sueur, le sang et les larmes, nous a promis pour 84 de l'effort. Son Premier ministre Pierre Mauroy a déclaré vendredi dernier à Lille que « la politique de rigueur donne déjà des résultats » et que le beau pays de France se devait de « serrer les rangs et ne pas s'abandonner en 1984 ». Continuité dans les déclarations gouvernementales, un cran de plus à la ceinture, c'est la progression du socialisme à la française. Le locataire de Matignon a aussi parlé des nouvelles technologies, « des contrats de reconversion » seraient mis en place par le gouvernement, les licenciés économiques étant ainsi rémunérés pendant leur recyclage, tout cet ensemble pour « concilier la loi économique avec la loi humaine et sociale ».

C'est un fait acquis que le gouvernement actuel ménage les intérêts patronaux et veut tous nous emmener sur le bateau France où là, il faudra ramer pour faire avancer. Soit, mais

pour ce faire, il faut que les syndicats soient dans le coup. Après le 10 mai 1981, C.F.D.T. et C.G.T. avaient jugé plus que positive la venue au pouvoir d'un gouvernement de gauche. Les choses avaient changé et ce dans le bon sens, Maire comme Krasucki engageaient leurs respectives troupes syndicales dans le soutien quasi inconditionnel au palais de l'Élysée.

Mais au niveau P.C.-P.S., des choses ont été décidées quant au « dégraissage » d'industrie. Le cas de Talbot montre que tout ne va pas toujours pour le mieux entre les syndicats et Matignon. Mais jusqu'à quel point va la critique et en quoi les avis de Maire et de Krasucki diffèrent-ils vraiment ? Tous deux admettent que des licenciements sont nécessaires et ils veulent coûte que coûte rester l'interlocuteur syndical privilégié du gouvernement. Henri déclare la C.F.D.T. « irresponsable » et Edmond rappelle que dans d'autres secteurs, la C.F.D.T. est majoritaire... Comme si l'échiquier politique était une classe d'école et chacun de nos diri-

geants syndicaux voulait être le premier de la classe !

La C.G.T., dans son discours confédéral, exprime les deux positions : on est à côté du gouvernement, ça va dans le bon sens ; mais on reste un syndicat indépendant, la lutte des classes et les patrons ça existe toujours. Parallèlement à cela, il y a une émulation gestionnaire, à tous les échelons de la confédération on pousse les militants des C.E. comme les autres, à intervenir dans la gestion des entreprises pour empêcher le « gachis » patronal. Tout cela allant dans un grand élan de productivité pour que la France soit au premier rang... Conjuguer cela avec l'image de marque d'une C.G.T. « syndicat de la fiche de paye » constitue une gymnastique cérébrale qui désoriente de plus en plus de militants qu'ils soient proches ou non du Parti communiste.

Krasucki et les dirigeants de la C.G.T. veulent avant tout apparaître comme une force responsable, capable de négocier. A Talbot, en citant la C.F.D.T. et les « éléments extérieurs », la

direction de la C.G.T. se plaçait en fait comme interlocuteur privilégié pour le gouvernement. Mais la situation est-elle la même dans les autres industries ? Dans l'imprimerie lourde (Montsouris...), dans les chantiers navals, dans le textile ou les charbonnages, si on accepte dans les sphères confédérales le principe des licenciements, les structures syndicales de base accepteront-elles sans broncher la loi du profit capitaliste ?

A Talbot comme dans toute l'industrie automobile, les licenciements touchent principalement les travailleurs immigrés. Les confédérations syndicales, toutes tendances confondues, ont fait bien peu de chose pour étendre la solidarité avec des luttes comme celle de Poissy. Seront-elles plus offensives quand des licenciements toucheront des travailleurs français ? On peut en douter, « Français, immigrés, même patron même combat » n'est pas un slogan syndical qui a le label officiel des sphères confédérales...

A. Pierre

MANIF TALBOT À PARIS

Al'initiative d'immigrés licenciés de Talbot, du Collectif jeunes de Paris en liaison avec les jeunes de S.O.S.-Minguettes et d'ouvriers immigrés de Renault-Flins a eu lieu le samedi 14 janvier, à Paris, de Montparnasse à la place de la Nation, une manifestation de soutien aux 1 905 ouvriers licenciés de Talbot.

Des organisations comme la L.C.R. et la Fédération anarchiste avaient appelé à cette manifestation exprimant ainsi leur solidarité avec ceux qui luttent contre les restructurations capitalistes. Les organisations syndicales étaient absentes, les partis de gauche aussi.

Comme le disait un bombeur, juste avant d'arriver à la place de la Nation, « Ralite, Mauroy, P.S.A. : même combat » !

J.P.G.

LA SAMARITAINE ET LES MAUVAIS SAMARITAINS

LIQUIDATION totale : le magasin des Quatre Temps (La Défense) ferme définitivement, celui de Rosny 2 est vendu à Euromarché, celui de Vélizy à Conforama et la Samaritaine Pont-Neuf va être amputée de plus d'un tiers de sa surface de vente. Cette situation lamentable provient d'une mauvaise gestion du groupe par la famille Renand.

La Samaritaine fut créée en 1870 par la Fondation Cognacq-Jay. Maurice Renand père, P.D.G. de toutes les Samaritaines, se trouve démissionné par les banques depuis mai 83. Il détient néanmoins les actions de la Fondation Cognacq-Jay.

Le fils, Georges Renand, directeur des services commerciaux, prend la succession de son père et veut transformer le magasin vétuste en un centre commercial ultra-moderne et futuriste selon le rapport Mackinsey. Ce rapport coûte très cher; les organisations syndicales ont un doute sur l'état d'avancement des travaux; de plus ce nouveau centre subirait la concurrence du Forum des Halles, situé à proximité. La mise en « self-service » de certains rayons supprimerait des emplois. Georges Renand est tout puissant, mais il lui manque les actions de la Fondation pour devenir président des Samaritaines.

La fille, Marie-Chantal gère le secteur immobilier; elle intente un procès à son frère, qui veut fermer le magasin des Quatre Temps. Mais, depuis peu, elle se trouve révoquée de tout le groupe.



Le groupe Samaritaine a trois filiales : la Semeuse, organisme de crédit; la Samadoc qui gère une partie des Docks modernes de Bercy; Relief, une agence immobilière. Les 300 em-

ployés de la Semeuse risquent un licenciement malgré le combat actif mené par les V.R.P. face à la direction. Relief effectue des opérations délictueuses grâce à la location des appar-

tements pour les relouer à un prix exorbitant (mise en échec de cette pratique à Levallois par la loi Quilliot).

En 1970, Maurice Renand décide de créer des magasins périphériques. Actuellement toutes ces succursales sont en difficultés (ventes ou fermetures). Le père Renand renfloue les déficits en utilisant les actifs de la Fondation. En 1982, le patrimoine s'épuise et c'est la fin des magasins périphériques.

Le 27 mai 1983, élections syndicales à la Samaritaine de La Défense. Le bilan financier est demandé, mais aucune réponse donnée. Enfin, le vendredi 2 septembre 83, la direction générale transmet le bilan. Le mardi 6 septembre, la direction générale convoque les organisations syndicales et annonce 10 milliards de pertes. Les raisons invoquées par le P.D.G. sont les suivantes : la clientèle à

haut revenu ne fréquente pas les Quatre Temps; la délinquance; les parkings ne sont utilisés qu'à 5%.

Une nouvelle convocation a lieu le vendredi 9 septembre pour annoncer le non-renouvellement du bail. Les syndicats font appel à un expert-comptable de la société Sogex pour l'étude du bilan financier. Rappelons ici qu'une grève a été lancée le 6 octobre pour obtenir tous les documents concernant le dossier comptable.

La lutte s'avère difficile car au fur et à mesure du départ du personnel (retraites, démissions) les postes vacants sont occupés par des personnes en contrat à durée déterminée (2 mois). Le devenir des 4 000 emplois à la Samaritaine et celui du patrimoine immobilier sont gravement menacés. Affaire à suivre...

Groupe de La Défense



tements réservés au personnel de la Samaritaine; appartements dont le loyer se trouve parfois doublé ou triplé afin de faciliter l'expulsion des locataires. Ceci permet de rénover

LES SIDÉRURGISTES, UNE FOIS DE PLUS, LAMINÉS

C'est Talbot à la puissance dix qui s'annonce dans la sidérurgie. Delors a fait savoir aux P.D.G. d'Usinor et Sacilor qu'ils recevraient 4 milliards et pas un rond d'acier ordinaire de plus, pour 1984, alors qu'ils en réclamaient douze. Les jumeaux de la sidérurgie auraient « perdu », nous dit-on, 10 milliards en 1983, mais cette année, le gouvernement veut réserver la meilleure part du magot disponible aux industries de « pointe en acier » : l'informatique, la robotique, l'électronique.

De nouvelles fermetures d'usines, de 25 000 à 35 000 emplois supprimés, soit près du tiers des effectifs actuels de la sidérurgie, telles sont les conséquences inéluctables de la déchirante révision, par le gouvernement, de son « plan acier » élaboré en 1982.

Des promesses qui ne coûtèrent rien...

Avant le 10 mai 81 le candidat Mitterrand avait généreusement promis une production annuelle de 30 millions de tonnes d'acier (comme pour le charbon...) et des aciéries toutes neuves à Denain et Longwy. Or, en 1983 il n'a été coulé que 17 millions de tonnes. Par la suite le locataire de l'Élysée, plus « réaliste », s'est engagé à ce que chaque suppression de poste soit compensée par la création d'un nouvel emploi. Dans la conjoncture actuelle on se doute bien

que cette promesse ne pourra pas être mieux tenue que la première, d'autant plus que les régions les plus sévèrement touchées, dès cette année et jusqu'en 1988, seront évidemment les bassins du Nord et de la Lorraine, déjà dévastés par la crise de 74-79. Dans ces pays volontairement maintenus dans la mono-industrialisation bien des agglomérations sont aujourd'hui des champs de ruines, témoins de la gâchette démentielle du système capitaliste.

Pourquoi ce recul ?

Sans parler des grandes promesses de Tonton, toutes les « hypothèses hautes » des experts se sont effondrées les unes après les autres. La crise économique — et en particulier le recul des

investissements — constitue l'une des principales causes de cette évolution. En effet, 77% de la production d'acier sont destinées à ceux-ci pour le bâtiment, les travaux publics, les constructions mécaniques, alors que 23% seulement vont à la consommation « directe » (dont 21% pour l'automobile).

Aux effets de la récession économique s'ajoutent l'évolution technologique, l'emploi de matériaux de remplacement et aussi, paradoxalement, l'amélioration des qualités de l'acier qui, dans la plupart des applications amène une diminution du poids du métal nécessaire. Au total, même dans une économie en expan-

sion, l'acier connaît un recul relatif.

Coup d'accélérateur

Dans cette conjoncture, le gouvernement a donc décidé d'abandonner son objectif d'une capacité de production de 26 millions de tonnes pour 1986. Le souvenir de la flambée de colère de 1979 l'incitait cependant à procéder très progressivement. Or voici que, soucieux d'utiliser ses milliards ailleurs, il vient de brusquer les choses, d'autant plus que la Commission de Bruxelles exige, pour tous les pays de la C.E.E., l'arrêt des subventions, ce qui implique l'équilibre financier des groupes et la suppression des capacités excédentaires de production.

Le nouveau laminage des emplois commencera donc dès 1984 (4 000 ou 5 000 sont d'ores et déjà annoncés). Certes les directions d'Usinor et Sacilor font remarquer que les investissements prévus par le « plan acier » de 1982 sont déjà engagés mais c'est une habitude, dans la sidérurgie, que de fermer des installations toutes neuves !...

La valse des milliards

Les coupes sombres constituent la suite d'une longue et époustouflante histoire commencée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que la sidérurgie se trouvait dans un état d'obsolescence totale. De-

puis, des milliers de milliards de nos centimes actuels ont été engloutis dans ce tonneau des Danaïdes, par une succession de plans d'investissements, de restructurations, de regroupements, de fusions, sous forme de prêts à taux très avantageux, de subventions de toutes sortes, de créances de l'Etat transformées en capital. Bref, des milliards sortis des poches des contribuables alors que les vieux Maîtres des Forges (de Wendel, Schneider, Marine-Firminy) retireraient à temps leurs billes pour les placer dans des secteurs plus rentables.

Si des erreurs monumentales ont été commises, notamment en matière de suréquipement, il faut bien reconnaître que les dépenses ainsi engagées ont permis une incontestable modernisation. Mais l'augmentation de la productivité qui en a résulté a amené une réduction des effectifs, une intensification du rythme de travail et dans bien des cas un accroissement de l'insécurité, avec une multiplication des accidents graves et des maladies d'origine professionnelle.

D'accord pour la productivité...

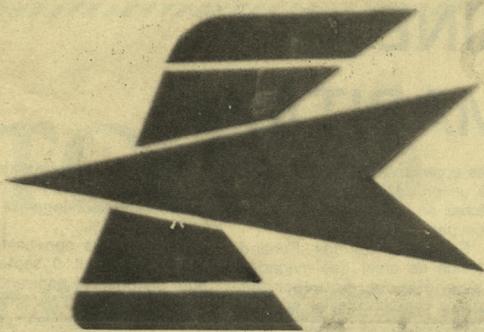
La sidérurgie est une des plus vieilles industries humaines et elle restera sans aucun doute, pendant très longtemps, une activité absolument indispensable. D'autres modernisations s'avère-

ront nécessaires, au fil des ans. Elles tondront, évidemment, à augmenter encore la productivité, ce qui serait pleinement souhaitable si celle-ci aboutissait à réduire la peine des hommes, à diminuer les horaires de travail, à rendre plus humaines les conditions d'une production caractérisée par sa pénibilité et le danger permanent.

Il ne pourrait s'agir, alors, de réduire les effectifs, mais, au contraire, de les augmenter, car les sidérurgistes savent bien que dans beaucoup de postes où opère un homme, il en faudrait deux ou trois pour que les conditions de travail soient acceptables.

Ce n'est pas, bien entendu, dans cette direction que s'engage le gouvernement de gauche. Dans ce domaine également il va poursuivre la politique de ses prédécesseurs. Aussi l'inquiétude grandit-elle dans les bassins. Mais quand les syndicats s'en vont aux renseignements auprès des directions ils se heurtent au refus poli de commenter les informations publiées par les médias. Comme ceux de chez Talbot, les travailleurs de la sidérurgie seront mis devant le fait accompli, ce qui constituera une nouvelle et remarquable illustration de l'application des « droits nouveaux ». Et l'exemple de chez Talbot leur montre qu'ils ne pourront compter que sur eux-mêmes pour refuser les licenciements et l'aggravation des conditions de travail.

Sébastien Basson



NÉGRIERS DU NETTOYAGE : DU BALAI !

LES quarante salariés de la société « La Providence » chargés du nettoyage des locaux P.T.T. de Paris 14, au 111, boulevard Brune, sont en grève depuis le 1^{er} décembre 83. C'est à cette date que l'entreprise sous-traitante qui venait de « souffler » le marché à un concurrent en cassant ses prix, décidait de « rationaliser le chantier », en supprimant un sixième des heures de travail. Les ouvriers, tous immigrés, ne l'ont pas accepté.

La sous-traitance

L'avantage de la sous-traitance pour les patrons n'est plus à démontrer. Elle permet tout à la fois de se débarrasser de la gestion d'activités annexes et souvent subalternes en la confiant à des spécialistes et de briser le statut commun des travailleurs d'une même entreprise. L'entreprise utilisatrice y trouve son compte et permet, par la même occasion, à un « collègue » de faire son beurre. Pressé comme dans un étoupe, le salarié de la sous-traitance rencontre bien des problèmes.

C'est encore pire dans la Fonction publique, car ces salariés relèvent du droit privé et travaillent dans des locaux qui en sont exclus. En clair, pas question de faire venir l'inspecteur du travail sur le lieu de travail pour y constater les infractions au code du travail ou à la convention collective : les patrons de la Fonction publique s'y opposent.

Alors chacun s'en donne à cœur joie ! Ainsi à Paris 14, dans des bâtiments qui n'ont pas l'excuse de la vétusté puisqu'ils ont été inaugurés en 1978, les nettoyeurs sont « logés » depuis le début dans un local au 2^e sous-sol : une sorte de couloir mal chauffé, avec vue directe sur les gaz d'échappement du parking, servant à la fois de vestiaires et d'entrepôt pour le matériel et les produits ! Dans une entreprise privée, un inspecteur du travail s'en régalerait, mais halte là ! Ici, chasse gardée des P.T.T. !

Quant à l'employeur privé, il peut sans risque bafouer toutes les règles en vigueur : à Paris 14, les heures supplémentaires n'étaient pas déclarées mais obligatoires ; certains effectuaient jusqu'à 69 heures par semaine ! Elles étaient payées sous forme

de prime ; c'est interdit par la loi, mais puisque l'administration couvre tout...

Luttes et divisions syndicales

C'est la C.F.D.T. qui a commencé à syndiquer les nettoyeurs et c'est-elle qui a déclenché la grève. Le conflit est soutenu par les sections et syndicats des P.T.T. et par l'Union départementale. Comment en effet peut-on envisager d'obtenir satisfaction autrement qu'en faisant pression à la fois sur la société et sur les P.T.T. qui en définitive sont maîtres des décisions sur toutes les clauses du contrat qui déterminent les conditions de travail et de rémunération des ouvriers du nettoyage ?

Il n'est sans doute pas facile d'obtenir le soutien du personnel P.T.T. qui est le premier à souffrir de la grève dans la détérioration de ses conditions de travail. Pourtant, on n'a pas eu à enregistrer de véritables réactions racistes qui auraient pu être exploitées par les patrons.

Il est, en revanche, plus facile pour la C.G.T. et F.O. de tenter de démontrer au personnel P.T.T. que la C.F.D.T. est responsable de leurs conditions de travail déplorables. Disons qu'il est parfaitement odieux, de la part d'un syndicat, de jouer la division et le corporatisme dans un but purement tactique. La C.G.T. est surtout gênée de ne pas être à l'origine de la lutte et préfère se taire. Quant à F.O., elle suit les thèses de l'administration et veut faire de ce conflit un strict conflit privé entre un patron et ses salariés, n'impliquant en rien les P.T.T., tout cela bien sûr au nom de la « vraie » lutte des classes et du refus de la cogestion... Vous voyez le rapport ? Ça ne fait rien, on connaît la chanson !

Le vendredi 13 janvier, la C.F.D.T. appelait à un rassemblement devant le bureau de Paris 14. Une centaine de personnes se sont déplacées, venant de différents secteurs d'activités et surtout des P.T.T. Une réunion était prévue le matin à l'inspection du travail et l'après-midi à la Direction régionale des postes. Affaire à suivre...

Alain Sauvage

RÉSULTATS DÉFINITIFS DE LA COUPE DES « VICES » DE LA DÉMOCRATIE :

13 À 3

CE n'est pas là, le résultat de la coupe de tennis à Roland-Garros... Ce n'est pas non plus celui de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud... Ce n'est là que la vision idyllique qu'ont nos dirigeants de la définition parfaite de la « démocratie ». Qui pourra, après cela, s'étonner des résultats obtenus lors des dernières consultations électorales.

A nouveau, nous nous trouvons en présence d'un décret (Election des représentants des locataires dans les H.L.M.) qui favorise par son caractère de sélection la « démobilisation » en matière de choix d'expression que sont censés représenter les élections. Il est clair « à qui veut bien l'entendre et le comprendre » que ce décret ne peut en aucun cas être considéré comme l'une des pierres apportées à l'édifice de la « démocratie ».

Malgré cette constatation que tout un chacun a pu faire, aucun parti politique, aucun syndicat, aucune association dite représentative, et ceci quelque soit son dogme, n'a pris la peine de le dénoncer, alors même que chacun d'eux se dit être le valeureux défenseur de nos libertés ! Le refus de prendre position dans cette affaire par eux est simple. D'une part, ceux qui se trouvent aujourd'hui dans l'opposition ont pratiqué le même système en leur temps que ceux qui se trouvent « aux affaires » depuis mai 1981, et, d'autre part, les organisations syndicales ou associatives se taisent puisque devenues courroies de transmission de ces partis politiques.

Ce décret, n°83-221 du 22 mars 1983, ayant pour objet « l'élection des représentants des locataires au sein du Conseil d'administration des offices publics » limite le « droit de vote » au seul titulaire du contrat de location. A nouveau, tout comme leurs prédécesseurs, les « nouveaux législateurs » ont fait que cette disposition entre en contradiction flagrante avec les dispositions du « droit commun électoral ». Il aurait été normal que l'on dissocie les notions d'électeur et de titulaire du bail pour attribuer le droit de vote à chaque occupant salarié de l'appartement, objet du contrat de bail

légitime ou de bonne foi. Il y a donc en l'espèce atteinte aux principes d'universalité du droit de vote.

Les dispositions de ce décret, tout comme celui fait par le précédent « régime », tend en effet à évincer un certain nombre de locataires, qui pour des raisons sociales (telles que le chômage, la maladie, etc.) ou simplement à la suite de contestations sérieuses portant notamment sur les charges locatives, n'auraient pas satisfait à cette condition. L'article R 421-55, alinéa 3, fixe le nombre des représentants des locataires au sein du Conseil d'administration des Offices publics à trois personnes ! Il ne saurait être sérieusement contesté que cet article est parfaitement inacceptable. En effet, la représentation des locataires au sein du Conseil d'administration est très nettement insuffisante eu égard à la vocation sociale que les statuts confèrent aux Offices publics d'H.L.M.

Une telle constatation est d'autant plus flagrante que l'Office en question est interdépartemental et couvre pas moins de 6 départements en Ile-de-France (Yvelines, Val-d'Oise, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Essonne, Hauts-de-Seine). Face à cela nous sommes en droit de nous poser la question : trois représentants de locataires contre treize de l'Etat par différents truchements, quelle représentativité ?

Il n'y a que les « politicards » pour reconnaître une telle intention dans leurs écrits ; en fait, ce décret n'a eu pour effet, à nouveau, que de mettre en place un système supplémentaire garantissant à l'Etat d'être le seul maître à bord. Le nom qu'il convient de donner à ce système est « système centralisateur étatique ».

Autres points importants, il ne serait pas parfaitement fondé d'affirmer que ces élections ne sont pas de droit commun. En effet, le décret ne prend-il pas le contrat de bail pour définir qui est ou qui n'est pas éligible dans ces élections. Il serait donc faux de faire croire que ces élections sont de « caractère exceptionnel ou extraordinaire ». Le contraire aurait pour effet de créer un « régime

d'exception » dont on connaît les méfaits, particulièrement ceux qu'on peut trouver dans ce domaine particulier que sont les élections.

Nous pouvons également dénoncer la manipulation de certaines municipalités quel que soit le dogme qu'elles représentent, afin de permettre d'introduire un candidat représentant les besoins impératifs d'une politique qui leur est propre.

Pour l'ensemble des raisons précédemment citées, nous nous devons de refuser de présenter une quelconque liste à ces élections. Nous nous devons de refuser de nous prêter à une telle mascarade. Il est regrettable de constater que des associations dites représentatives acceptent de se prêter à un tel mensonge. Les usagers du logement ne peuvent accepter d'être bafoués dans leurs droits par des gens qui confondent la lutte des classes avec la lutte des places. L'ensemble de ces gens qui se présentent à ces élections ne sont que des courroies de transmission de partis politiques et souvent ignorant tout de la gestion immobilière, de son équipement et de son environnement, qu'il soit naturel ou social.

A nouveau, on utilise à leur insu les locataires en leur faisant croire que l'on va les défendre. En effet, ils ne sont que les otages de politicards. Pour ces raisons, tous les locataires d'Offices d'H.L.M. se doivent de boycotter ces élections tant que les vrais intérêts et droits des locataires ne sont pas pris en compte par les « responsables » de notre pays. Le 10 mai 81 avait fait naître l'espoir que nos légitimes revendications seraient enfin prises en considération. Il en est, malheureusement, rien. Ce décret nous le prouve. Nous ne pouvons que répéter que ce problème est malgré les apparences important et grave, car une telle manigance de la part du pouvoir n'a d'autre but que de porter atteinte au droit « d'expression des locataires », au droit d'habiter en fonction de ses possibilités dans un logement d'une égale qualité et de confort pour tous.

Gilbert Alvarez



TOUS DES LIBÉRAUX

Au cours d'une récente émission télévisée, d'éminents représentants de l'opposition nous avertirent, en toute liberté d'ailleurs, de la terrible menace que le gouvernement socialiste ferait peser sur la « liberté ». A les entendre, nous n'étions déjà plus sous le régime démocratique de la V^e République, mais dans un système de transition vers la démocratie populaire. Depuis le jour fatal du 10 mai 1981, les antennes de la radio d'Etat et de la télévision seraient accaparées par la majorité, et les programmes, autrefois toujours passionnants et de haut niveau (!) seraient devenus, du jour au lendemain, inintéressants et faibles. Avant, les Français pouvaient choisir l'école où envoyer leurs enfants, c'est-à-dire qu'ils pouvaient leur imposer l'école catholique. A présent, le gouvernement veut abolir cette liberté en intégrant l'école catholique à un service national d'enseignement. Avant, vous et moi (!) connaissions la liberté d'entreprise. Maintenant, avec la création de ce droit pour les salariés de se réunir une heure par trimestre pendant le temps de travail pour discuter l'organisation et les conditions de travail, les dirigeants d'entreprise se voient soumis à la quasi-dictature des syndicats « de gauche » et donc du gouvernement. Avant, nous jouissions de la liberté de la presse. Et voilà qu'elle est menacée par une loi contre la concentration des organes de presse entre les mains d'un petit nombre de personnes représentant de gros intérêts.

Le plus étrange, ce n'était pas tant cette argumentation elle-même, que le ton dramatique adopté pour l'exposer. Franchement, ils avaient l'air de croire les inepties qu'ils proféraient ! Ces gens ont tous évolué si rapidement vers la démesure après le 10 mai 1981 qu'ils semblent bien être devenus réellement incapables de distinguer la stricte application de leurs principes politiques particuliers du fonctionnement même du régime démocratique. On a pu se rendre compte du caractère purement pathologique de cette propagande lorsque M. Amouroux, qui passe pour un homme sérieux et cultivé, ne craignit pas de comparer le projet socialiste sur la presse aux lois édictées par le gouvernement de Vichy. Comment s'étonner, après de tels excès, de la collusion qui s'établit parfois entre de petits politiciens locaux de droite et des militants de la droite fascisante ? C'est le discours des chefs qui inspire l'action de leurs partisans. Il est vrai que la droite, quand elle se trouve écartée du pouvoir, a parfois la tentation de prêter la main à un mouvement de subversion fascisant, par exemple quand la haute idée qu'elle se fait d'elle-même la conduit à penser que la gauche mène le pays à la catastrophe. On a vu cela en Espagne, en Grèce, au Chili et ailleurs. Certes, malgré l'outrance de leur langage, les libéraux français n'en sont pas encore là. Mais attention ! A force de faire du pathos à propos de tout et de rien, on réussit tôt ou tard à détruire le type de rapports politiques sur lequel la démocratie est fondée. Certes, nous n'éprouvons pas pour la démocratie un sentiment particulier d'attachement. En tant qu'anarchistes nous rejetons l'Etat démocratique au même titre que les autres régimes étatiques, mais il reste un moindre mal, comparé aux systèmes totalitaires (et pourtant, c'est nous qui passons pour irresponsables !).

Nous n'avons aucune sympathie pour le réformisme modéré qu'incarne aujourd'hui l'Union de la gauche. Tout nous oppose à lui idéologiquement. Mais cette antipathie de principe se double de mépris au spectacle d'une majorité de gauche dont la volonté de modération politique est beaucoup plus évidente que ne le sont ses intentions réformistes. Nous voyons, comme c'était prévisible, qu'elle se contente de mettre en œuvre la « politique d'austérité » que les libéraux, conformément à leurs principes, auraient dû mener quand ils étaient au pouvoir, et nous ne sommes pas de ceux qui font flèche de tout bois et nous ne reprenons donc pas à notre compte les accusations totalement absurdes portées contre les socialistes par les libéraux délirants. Non, les socialistes ne sont pas moins démocrates que les libéraux. Et même s'ils accaparent aujourd'hui la

radio d'Etat et la télévision, comme le firent les gaullistes, surtout entre 1968 et 1974, puis les giscardiens et les « centristes » de 1974 à 1981, ils sont probablement plus fermement démocrates que leurs rivaux du côté droit de l'Assemblée nationale.

Les écoles privées, c'est-à-dire catholiques, grâce aux lois cléricales de 1951 et 1959, bénéficient de fonds publics. Il y a là un privilège intolérable accordé à une communauté de croyance qui ne rassemble qu'une fraction des Français. Il faut, pour rétablir la justice au sens démocratique, ou bien supprimer le financement du privé par l'Etat, ou bien soumettre les écoles actuellement privées aux mêmes règles que les établissements

publics. Quoi qu'on puisse penser du choix fait par les socialistes, on ne peut pas dire qu'il porte atteinte à la « liberté ». Ce sont les lois cléricales qui y portent atteinte, et depuis plus de trente ans ! La liberté du chef d'entreprise, comme celle du propriétaire de locaux d'habitation, comme celle de la médecine, etc., ce n'est rien d'autre que le droit du plus fort de dominer ou d'exploiter le plus faible. Quand les socialistes votent des lois pour limiter cette « liberté-là », on peut leur reprocher, comme nous le faisons, d'utiliser un moyen contestable et inefficace, mais certainement pas de porter atteinte à la « liberté ». La liberté, ce n'est pas le droit du plus fort, c'est le droit égal de tous, l'égalité réelle pour laquelle nous luttons, nous anarchistes. Et nous disons, avec les mêmes réserves à propos du moyen employé, que les socialistes ne veulent pas limiter, mais tentent de garantir la liberté de la presse en proposant d'interdire à des sociétés ou à des individus disposant d'abondantes ressources financières de s'emparer du plus grand nombre de publications. La liberté de la presse, c'est la liberté d'opinion, c'est la pluralité, c'est l'indépendance des rédacteurs de chaque organe et non le droit pour les propriétaires de journaux de réduire la liberté d'expression.

Mais la liberté selon les libéraux, est-ce bien la liberté de tous, ou n'est-ce pas seulement le droit exclusif de certaines catégories à la jouissance d'un privilège ou à l'exercice d'un pouvoir sur autrui ? N'est-ce pas seulement, par exemple, un privilège pour ceux qui croient en Dieu, et même, en France, de préférence à la manière catholique ? N'est-ce pas pour les politiciens libéraux le droit exclusif de gouverner ? Pour les chefs d'entreprise, celui de se comporter en monarque absolu, comme si les salariés n'étaient que des rouages d'une machine vivante ? Pour le médecin, le chirurgien, le dentiste, etc., celui de profiter au maximum de la faiblesse d'autrui ? Pour le propriétaire, celui de faire pareillement avec les gens privés de cette chose vitale, un logement ? N'est-ce pas uniquement, en définitive, un privilège réservé aux gens qui peuvent mettre en œuvre à leur profit le principe fondamental de la société dans laquelle nous vivons, à savoir : laissez faire ceux qui ont reçu à la naissance les moyens et le goût d'imposer aux autres leur volonté ?

Les socialistes, eux, veulent supprimer les effets les plus détestables de ce principe. Mais sont-ils au fond si différents des conservateurs modernistes, représentés aujourd'hui par la confédération des « centristes », giscardiens, barristes, etc. et des chiraquiens ? A cet égard, il est temps de dissiper le confusionnisme créé et entretenu par ces politiciens de droite. Le 10 mai 1981 n'a pas été une révolution, mais un simple changement de gouvernement dans le cadre de la constitution. Maintenant comme avant, nous vivons sous le régime présidentiel à la française instauré par de Gaulle. Maintenant comme avant, notre système économique est le libéralisme, tempéré par une planification purement indicative, l'existence d'un secteur public et nationalisé, un corps de lois définissant les droits des salariés et un système de protection sociale. Nous ne sommes donc pas, comme le disent naïvement les analphabètes politiques, sous « un nouveau régime », et encore moins sous un « régime socialiste » ou un « Etat socialiste ». Nous avons seulement un gouvernement issu du Parti socialiste et soutenu par lui. Ce qui oppose présentement la gauche et la droite, les réformistes et les conservateurs, ce n'est pas un projet différent de société, mais une manière différente d'aménager la société où nous vivons. Les premiers tiennent pour un libéralisme modéré, c'est-à-dire tempéré par un certain dirigisme économique et des droits sociaux pour les salariés. Les seconds se font les champions d'un libéralisme radical, c'est-à-dire pur et dur, intransigent et impitoyable, avec des relents de XIX^e siècle. Dans le monde des politiciens qui s'agitent au sommet de l'Etat, il n'y a donc pas de socialistes à proprement parler. Il n'y a, à gauche comme à droite, que des libéraux.

Gilles Sauvain





Marines en position à Beyrouth. Pour combien de temps encore ?

(A.F.P.)

LIBAN : LA PAIX PAR LE MILITARISME ?

Le « plan de sécurité », qui prévoit le déploiement de l'armée libanaise dans certaines zones au sud de Beyrouth tenues actuellement par des milices druzes, chrétiennes ou chiites, est repoussé depuis plusieurs semaines. A Beyrouth même, la crédibilité de la « force de paix » multinationale s'effrite de jours en jours : la possibilité d'un retrait partiel ou total des contingents engagés inquiète la population maronite et ses dirigeants.

Le Liban possède cette particularité qu'aucune partie de son territoire ne peut être exempte d'occupations militaires ou para-militaires, armée nationale ou milices professionnelles. La guerre du Chouf entre milices druzes et chrétiennes, en septembre 83, qui s'était déchaînée à la suite d'un redéploiement de l'armée israélienne, et plus récemment les combats trois jours durant entre l'armée libanaise et les milices chiites, consécutivement à l'abandon de postes avancés par le contingent français, illustrent la détermination des protagonistes à arracher chaque pouce de terrain subitement devenu « disponible ».

La procédure négociée du « plan de sécurité » permettra, en principe, à l'armée libanaise d'occuper des portions de territoire sans déclencher de nouveaux combats. Mais la nature même de l'armée libanaise est le principal obstacle à son déploiement, dont la seule ambition est d'accroître l'autorité du chef de l'Etat libanais, Gemayel, sur un territoire national dont il ne dirige que 15%.

Reconstituée grâce aux instructeurs français (1) et américains, équipée par eux en matériel adapté aux différents types d'affrontement, l'armée libanaise reste, tout comme l'appareil d'Etat, largement dominée et encadrée par les chrétiens maronites. Walid Joumblat,

chef du P.S.P. (progressiste) et des milices druzes confirme sa méfiance à son égard en exigeant, comme une des conditions sine qua non à l'application du plan, que des observateurs neutres soient déployés pour contrôler le déroulement des opérations.

C'est principalement à la faveur du mandat français sur le Liban de 1918 à 1943 que la communauté chrétienne maronite s'est hissée au statut de classe affairiste et financière établissant sa domination sur le pays et reléguant les communautés druze — plus traditionnellement attachées à la possession de la terre — et surtout chiite — la plus nombreuse et la plus déshéritée du Liban.

Cette domination maronite est toujours défendue par le clan occidental par l'intermédiaire de la France et des Etats-Unis, diplomatiquement... et militairement. Il y a quelques jours, le Pape a exprimé à des députés maronites en visite à Rome « le danger de se résigner à accepter n'importe quelle solution politique », tandis que Reagan confirmait récemment que sa politique au Liban « correspond aux intérêts stratégiques des occidentaux ». C'est d'ailleurs cette option militaire de l'engagement américain au Liban qui est de plus en plus vivement remise en question aux Etats-Unis, et tout dernièrement par une commission d'enquête composée d'officiers supérieurs qui contestent eux-mêmes la démarche de Reagan, renforçant en cela une opinion publique de plus en plus critique. La valse hésitation des Italiens, qui annoncent et démentent régulièrement un désengagement partiel de leur contingent, le départ prévu pour la fin janvier de 482 soldats français pour rejoindre la F.I.N.U.L. (O.N.U.) dans le sud Liban, sont autant de signes qui renforcent les craintes de la communauté et des dirigeants maronites de se voir « abandonnés ». Paradoxalement,

ces mêmes dirigeants craignent en fait que l'application du plan de sécurité, donc la restauration partielle de l'autorité de l'armée nationale sur des zones tenues par différentes milices, ne soit un facteur accélérant l'évacuation de Beyrouth par la force multinationale, sans laquelle le président Gemayel peut-être comparé à l'oisillon tombé au nid.

Les faveurs de la Syrie auprès de ce « plan de sécurité » ne sont en effet pas totalement innocentes, malgré les réticences de ses alliés du P.S.P.

Les multiples attentats dont sont l'objet les contingents français et américains, d'ailleurs barricadés et pratiquement totalement coupés de toute vie environnante, ne peuvent à court terme qu'accélérer un sur-saut décisif des opinions publiques respectives en faveur du rattachement des contingents, essentiellement composés de jeunes, massacrés par les camions kamikases, tirés comme des lapins, au seul profit d'une stratégie occidentale de défense de ses intérêts et déterminée par des « va-t-en guerre » bien connus à la Grenade et au Tchad.

L'impasse militaire est flagrante dans le bourbier libanais. La « redéfinition du rôle de la force multinationale », dont on reparle de manière intermittente ne verra jamais le jour parce que la nature même du militarisme est de provoquer les conditions de l'affrontement. Cette force de « paix », qui a d'ailleurs prouvé ses capacités foudroyantes à se reconverter en force de guerre, ne nous laisse qu'une seule attitude possible : exiger son retrait total et immédiat.

B. Rousselot

(1) Derniers chiffres rendus publics pour 1983 : 2 000 soldats formés, dont 2 bataillons hélicoptères ; 600 millions de francs d'aide en matériel.

QUEL ESPOIR POUR LE TCHAD ?

La conférence de l'Organisation de l'unité africaine consacrée au règlement du conflit tchadien n'a pas pu s'ouvrir comme prévu le 9 janvier à Addis-Abéba, en Ethiopie. Un retard provoqué par les grotesques cabotinages auxquels se livrent ces chefs de bande qui troquent à l'occasion le treillis contre le costume civil des politiciens, Hissène Habré et Goukouni Oueddéï.

Comme l'avait demandé le gouvernement français, c'est par l'intermédiaire de l'O.U.A. que les parties en présence sont invitées à élaborer les conditions d'un règlement. Sans préparation sérieuse, alors que tous les contacts antérieurs entre le gouvernement d'Hissène Habré et le G.U.N.T. de Goukouni Oueddéï ont échoué, alors que ceux-ci montrent moins que jamais une véritable volonté de négocier, on peut se demander ce que cette conférence de l'Organisation de l'unité africaine, qui a à maintes reprises prouvées ses incapacités à l'instar des autres instances supranationales,

pourra bien apporter de neuf.

Les principaux intéressés semblent avant tout plus soucieux de garantir la dignité de leur rang, Goukouni Oueddéï en l'absence d'Hissène Habré contestant la représentativité de la délégation gouvernementale, tandis que le président tchadien n'assistera pas dans un premier temps aux négociations pour ne pas avoir été accueilli par le président éthiopien en personne ! Les relations étroites entretenues par l'Ethiopie avec l'Union soviétique et le camp « socialiste » en général, ne sont sans doute pas étrangères à l'accueil préférentiel accordé à la délé-

gation du G.U.N.T., soutenu sans défaillance par la Libye de Kadhafi, sinon officiellement pro-soviétique, certainement anti-occidentale.

De plus, la conférence s'ouvre quelques jours après la mort suspecte, suivie d'un enterrement précipité, d'Idriss Miskine, ministre tchadien des affaires étrangères sans doute le plus favorable à une ouverture en faveur du G.U.N.T.

Jusqu'à présent, à aucun moment Hissène Habré et Goukouni Oueddéï n'ont manifesté la moindre intention de s'entendre. Le premier est partisan des méthodes musclées, entendez une reconquête militaire du Nord tchadien... avec l'appui massif des troupes françaises, bien entendu ! Mais peut-on reprocher à Hissène Habré d'être logique avec lui-même ? Quitte à être la marionnette de l'impé-

rialisme français, autant jouer son rôle à fond ! Le second, avec son allié libyen, compte plus vraisemblablement sur un gel durable des positions sur le terrain engendrant à terme un retrait des troupes françaises.

Mais tous deux n'ont qu'un objectif : la consécration de leurs ambitions de chefs de bandes militaires par l'accession et le maintien au pouvoir d'Etat, soumettant des populations asservies par le colonialisme dans un premier temps, par l'Etat fantoche issu du démantèlement de l'empire français ensuite. Les peuples du Tchad n'ont pas plus à attendre d'une armée française qui entretient momentanément un statu quo dans l'attente d'une solution favorable aux intérêts stratégiques occidentaux en général, français en particulier, que de Kadhafi dont la seule ambition reste de créer les condi-

tions d'un rassemblement panislamique africain malgré ses échecs successifs avec l'Egypte, le Soudan et la Tunisie.

La profonde indifférence de l'immense majorité des Tchadiens au sort éventuel d'Hissène Habré exprime leur manque d'illusion quant aux rôles réels de ces chefs de bande déguisés périodiquement en politiciens.

Jeter les bases d'un système organique rejetant le pouvoir d'Etat et ses intrigues meurtrières au profit du fédéralisme contractuel respectant les cultures ethniques par-delà les convictions religieuses est un projet qui ne peut naître qu'au sein du peuple tchadien lui-même.

Les chefs militaires, principaux fondateurs et meilleurs garants du pouvoir d'Etat, n'ont jamais représenté l'espoir pour les peuples.

Vincent Gauvin

ITALIE

HORS DU LIBAN

LA politique de réarmement des gouvernements qui se sont succédés dans notre pays pendant ces dernières années commence à donner ses fruits dangereux. C'est la première constatation qu'il faut faire par rapport à la situation dans laquelle se trouvent des milliers de jeunes militaires italiens. L'intervention italienne dans cette aventure libanaise et que la presse italienne continue à appeler « une mission de paix » confirme l'exactitude des propos que le mouvement anarchiste a exprimé depuis sept ou huit ans par rapport à la collaboration de la machine militaire italienne dans les conflits de la Méditerranée.

Le P.C.I., le P.D.U.P. et la D.P. (1) ont soutenu l'intervention militaire italienne au Liban. De cet appui inconditionnel, les partis du centre et la droite en ont fait un point important pour leur propagande en faveur de la participation italienne à la « force multinationale de la paix ». Aujourd'hui les partis de gauche ont fait marche arrière : « Gemayel ne représente plus l'unité du peuple libanais » a déclaré Berlinguer au meeting organisé par le P.C.I. Il faudrait lui demander quand Gemayel a-t-il représenté cette unité ? Certainement lorsque son armée, dirigée par des officiers des Phalanges, effectuait des razzias, embarquait les palestiniens de gauche dans les quar-

tiers arabes de Beyrouth sous les yeux des paras et des bersaglieri (2). Ou encore quand les officiers des services secrets torturaient les prisonniers qui avaient vécu des jours épouvantables dans les prisons libanaises. Ils préféraient, « ces compagnons », parler et écrire sur les aventures des « défenseurs de la paix », s'unissant ainsi à la campagne de propagande de la presse bourgeoise.

Un an après, le P.C.I., le P.D.U.P. et la D.P. ont fait marche arrière, demandant le retrait des troupes italiennes du Liban, se cachant derrière des justifications comme des « retards », des « incompréhensions » et d'autres bêtises pareilles.

Le Parti radical ne fait pas mieux et il voudrait nous faire croire qu'il a toujours été opposé à l'expédition libanaise, oubliant que son opposition était motivée par le manque de préparation de l'armée italienne. Voilà un raisonnement digne d'antimilitaristes cohérents ! Que dire du « Mouvement pour la paix » qui pendant un an a ignoré la question libanaise, attendant le changement de cap du P.C.I. pour demander le retrait des Italiens de Beyrouth. Une preuve de plus du monopole communiste sur ce mouvement.

Pour notre part, nous ne pouvons que confirmer ce que la F.A.I. soutient depuis un an dans sa presse et ses manifes-

tations. L'aventure libanaise ne sert pas à préserver la paix et encore moins à protéger les réfugiés palestiniens. Les Italiens sont au Liban pour accomplir le rôle que les Américains nous ont confié, c'est-à-dire un rôle de flic de la Méditerranée pour leur propre compte et la défense des intérêts du capitalisme italien au Liban.

Nous avons un travail juste et correct de contre-information. Un récent sondage d'opinion a révélé qu'environ 3 Italiens sur 5 sont contre la présence italienne au Liban. Il faut organiser cette désapprobation, en se mobilisant sur des initiatives concrètes comme des manifestations au départ des contingents. Mais il faut surtout entrer en relation avec les jeunes appelés, faire connaître à l'intérieur des casernes le rôle effectif qu'ils auront au Liban. Opérer pour qu'ils refusent en masse de se rendre à Beyrouth. Le travail ne manque pas pour les antimilitaristes et les pacifistes sur ce terrain.

Commission antimilitariste de la Fédération anarchiste italienne.
(Senza Patria)

(1) P.C.I. : Parti communiste italien, P.D.U.P. : Parti de l'Unité prolétaire, D.P. : Démocratie prolétaire (ces deux derniers partis sont des organisations gauchistes sans influence réelle).
(2) Corps d'infanterie.

ITALIE PERTINI ET LES ITALIENS AU LIBAN

A l'occasion du 4 novembre, la fête de l'armée, son chef suprême, alias Sandro Pertini (président de la République) s'est rendu à Beyrouth pour passer cette journée avec les soldats de la force multinationale qui sont obligés de rester là jusqu'à nouvel ordre. Pertini a déjeuné à la table des soldats et à la fin de la soupe, il leur a fait porter un cadeau qu'il avait fait venir d'Italie. Pour les 2 000 militaires, il avait apporté 100 « panettoni » et 100 bouteilles de Lambrusco et avait accompagné ce geste d'une blague : « Quand j'ai dit à Motta et à la coopérative vinicole de Reggio Emilia que ces produits étaient destinés aux Italiens du Liban, ils me les ont donnés gratis, comme ça je n'ai pas déboursé un seul centime et vous savez quel plaisir ça m'a fait en tant que Génois ! » (1).

Mais est-ce que Pertini a seulement pensé aux proportions de son cadeau ? Il n'a pas calculé que chaque militaire recevra (s'il a de la chance) un vingt-deuxième de bouteille et une tranche de « panettoni » transparent comme une feuille de papier à cigarette. Mais peut-on se moquer des appelés qui contre leur volonté restent à trois mille milles de chez eux avec le danger de se faire tirer dessus ?

A mon avis, le geste du président de la République n'est pas très différent de celui du général Leoni (rappelez-vous *Les hommes contre*, un classique de l'antimilitarisme) qui au pauvre fantassin, grièvement blessé pour s'être exposé au feu ennemi sans motif valable, mais seulement pour le bon plaisir de ce même général, lui avait donné un sou en disant : « Courage, à la première occasion, tu te payes un coup ! ».

Pertini a peut-être eu peur que ses soldats au Liban ne se débouchent !

C. Santandrea
(Senza Patria)

(1) Allusion à l'avare proverbiale des Génois !

ÉGLISE ET ÉTAT

L' article qui suit est extrait du 1^{er} numéro de *Sardennia*, *contras is'istadu*, publication anarchiste de langue sarde. Ce journal se définit comme nationaliste et anti-étatique. Cette initiative, qui à coup sûr relancera le débat sur cette question, encourage tous les compagnons du mouvement libertaire sarde à reprendre la lutte abandonnée depuis quelque temps.

RÉVOILÀ les représentants du « Pauvre Christ » demander encore des subventions auprès des caisses épuisées de l'Etat (pourtant gérées par une « honnête » administration).

Les bénéficiaires actuels dont jouit cette multinationale du crime, de la banqueroute et de l'exploitation appelée « Santa Sede » (le Saint Lieu, autrement dit la curaille) ne lui suffisent plus.

Citons les principaux :

- Exonération des taxes et des impôts sur les biens immobiliers de l'Eglise ;
- Faculté d'émettre des timbres-poste de n'importe quelle valeur dans l'Etat du Vatican (timbres qui circulent normalement dans les bureaux de l'Etat italien).
- Utilisation des fonds publics pour la construction, la restauration et l'entretien des monuments et propriétés de l'Eglise (le hasard fait que le clocher érigé il y a quelques siècles, et la villa presque neuve du curé sont tous des monuments historiques).

Haut et fort, nous crions : « Non aux privilèges ! » (accordés par Mussolini avec les « Pactes Lateranensi »). Pas une lire ne doit sortir des caisses publiques, emplies par la sueur de millions de travailleurs, à destination de ces « salopards ».

Sardennia, *contras is'istadu*

voient pieds nus et mal habillés à cause de la misère noire dans laquelle ils vivent. D'autres sommes leur sont encore versées qui coûtent aux citoyens italiens des dizaines de milliers de milliards de lires.

Bien sûr, si l'Etat accepte que tout cet argent finisse dans les caisses du Vatican c'est qu'il doit y trouver un profit. Il l'obtient avec l'abrutissement et la stérilisation des cerveaux de millions de citoyens. Quand ils prient Notre Dame, ils ne pensent pas au flic qui torture, qui emprisonne et qui tue, au ministre qui vole, au général qui joue à la guerre et au juge qui se laisse corrompre.

Mais que réclament encore ces prêtres ? De nouveaux financements de la part de l'Etat, des régions et des services publics pour les écoles privées qui, comme par hasard, appartiennent en majorité à l'Eglise. Ils demandent aussi des bourses d'études (pour les curés), des allocations familiales (pour les curés !), des transports (pour les curés), etc.

Haut et fort, nous crions : « Non aux privilèges ! » (accordés par Mussolini avec les « Pactes Lateranensi »). Pas une lire ne doit sortir des caisses publiques, emplies par la sueur de millions de travailleurs, à destination de ces « salopards ».

Sardennia, *contras is'istadu*

ESPAGNE

DÉSARMEMENT OU ANTIMILITARISME

DES millions de personnes sont descendues ces derniers temps dans la rue pour répondre à la campagne d'opposition et de protestations lancée contre la course aux armements des deux puissances Etats-Unis et U.R.S.S.

De tout temps, le langage employé par les humains a été le ronronnement et le dialogue, marquant ainsi une nette différence avec le monde animal, mais depuis que l'on a su embobiner les gens par la parole et justifier les actes par des motifs philosophiques, le monde n'a cessé de souffrir d'une maladie appelée « Pouvoir », qui persiste de nos jours.

L'antimilitarisme ou le pacifisme a toujours été revendiqué par une minorité souvent ignorée par la majorité, incomprise par tous et pourvue par la minorité détentrice du pouvoir. Les gens se satisfont de voir l'uniforme et d'assister aux défilés bruyants des marches militaires pour croire en la supériorité de leur pays. Cela signifie d'une part cohabitation permanente avec les armes et d'autre part s'imposer par la force en rejetant tout raisonnement ; tout en étant, bien sûr, au service d'un Etat constitué par des principes dits de moralité et une série d'appareils représentant le salut de la patrie, sau-

gardant les privilèges et maintenus par l'ignorance du peuple et des lois.

Ainsi, il n'est pas étonnant de voir de la même manière des groupes de toutes tendances idéologiques, prétendant au pouvoir, sous toutes les formes, profiter de la peur latente de ce que peut représenter aujourd'hui un conflit nucléaire, provoqué par un militarisme généralisé.

Etre radical signifie aller à la racine des choses et à ne pas croire en des solutions qui préparent le monde grâce à de grands moyens informatiques et techniques à l'éventualité d'une guerre en s'assurant en temps voulu de ne pas porter atteinte aux intérêts matériels. La vie de millions d'êtres important peu.

Il est inquiétant de voir ces milliers de personnes demandant le désarmement non pas dans sa globalité mais seulement un désarmement nucléaire. Inquiétude qui grandit lorsque l'on voit le nombre de pays vivant sous un régime policier et répressif. C'est un état de fait qui amène une partie de la population à affronter l'autre ; les uns prouvant la nécessité face à la recrudescence de la délinquance, etc., les autres rejetant ces arguments pour démontrer que la délinquance n'est que le fruit d'une société malade et injuste.

Il faudrait savoir si la seule chose que l'on veut est la suppression de tous les artifices de puissance ou au contraire l'abolition du militarisme en tant qu'institution, entraînant d'elle-même la suppression de l'éventualité d'une guerre.

Il est grand temps d'y réfléchir.

J. Mateu
(Solidaridad obrera)



NOS compagnons de la Confédération nationale du travail (C.N.T.-A.I.T.) viennent de faire réparer leur organe officiel C.N.T. Ce numéro 73 met fin à une période de toujours trop longue de non-parution. Nous espérons que nos compagnons sauront surmonter toutes les difficultés liées à la confection d'un tel mensuel anarcho-syndicaliste et nous leur souhaitons la plus large divulgation des thèses diffusées par C.N.T.

« PENDRE LES NOBLES AVEC LES BOYAUX DES PRÊTRES »

MODESTE curé d'Etrépigny et de But, en Ardennes, Jean Meslier (...) était fils d'un ouvrier en serge et laine. (...)

Né en 1664, il était initié au sacerdoce en 1688, à l'âge de vingt-quatre ans. Simple vicaire jusqu'en 1692, il était pourvu alors de la cure qu'il ne devait plus quitter jusqu'à sa mort.

Ses mœurs étaient austères ; il vivait fort retiré, ne fréquentant que des amis, deux curés, MM. Voiri et Delavaux.

Il lisait et relisait un petit nombre de livres qui formaient sa bibliothèque, parmi lesquels les *Essais*, de Montaigne et le dictionnaire philosophique de Bayle, sans parler des écrits liturgiques qu'il semblait connaître à fond.

Si on l'interrogeait en public sur les choses de la religion, il gardait une réserve absolue. Un jeune homme s'étant mis un jour à railler les mystères devant lui, le curé lui répondit, avec un parfait sang-froid, « qu'il ne fallait pas beaucoup d'esprit pour se railler de la religion ; mais qu'il en fallait beaucoup plus pour la soutenir et la défendre ». Le mot est à retenir, car, étant donné la suite, il dénote avec quelle souplesse le curé Meslier savait exprimer sa pensée à mots couverts.

A l'occasion, il montra un certain courage : le seigneur de son village ayant maltraité quelques paysans, le curé se refusa à observer l'usage qui était de recommander chaque dimanche ledit seigneur aux prières de ses paroissiens.

Le grand personnage porta plainte auprès du cardinal de Mailly, archevêque de Reims,

qui enjoignit au curé de se conformer aux règles établies. Le dimanche suivant, le curé Meslier monta en chaire et dit :

— Voilà le sort ordinaire des pauvres curés de campagne. Les archevêques, qui sont de grands seigneurs, les méprisent et ne les écoutent pas. Ils n'ont d'oreilles que pour la noblesse. Recommandons donc le seigneur de ce lieu et prions Dieu pour M. de Clairly. Demandons à Dieu sa conversion et qu'il lui fasse la grâce de ne point maltraiter le pauvre et de ne pas dépouiller l'orphelin.

Grande irritation de la part du seigneur d'Etrépigny, qui, de nouveau, eut recours à l'archevêque de Reims.

Celui-ci appela Meslier et le tança vertement.

ON connaît Louis XIV, le Roi-Soleil, « l'Etat c'est moi ». Mais connaît-on son contemporain le curé Meslier, rien n'est moins sûr ! Et pourtant l'homme vaut le détour.

Ce curé de campagne qui eut un jour, un petit incident avec le seigneur du lieu, était le soir venu, un dangereux hérétique. Reniant sa foi, il combattait par l'écrit l'imposture religieuse, pilier de l'ordre établi et démontait l'inexistence de Dieu.

Ce dangereux révolutionnaire de plume invitait les paysans à couper les vivres aux puissants de ce monde et appelait à pendre le dernier roi avec les boyaux du dernier prêtre. Sa théorie sociale restait elle,

C'était la guerre ouverte.

« La tradition du pays, raconte M. l'Egny, général de l'ordre de Prémonté, est qu'ayant eu des difficultés avec M. de Clairly, seigneur de sa paroisse, concernant des droits honorifiques auxquels ce dernier prétendait et qui n'avaient pas été accordés à ses prédécesseurs, il en fut réprimandé à l'archevêché de

au niveau du communisme moniacal — communisme de caserne, comme dirait Proudhon.

Donc, comme l'écrit avec malice, Marc Bredel, dans son livre *Jean Meslier l'enragé* (1), son nom n'a jamais servi de totem au moindre groupe libertaire. Le livre de Bredel vient combler un vide dans le domaine de l'édition. En effet, le dernier ouvrage sur Meslier date de 1970, avec l'édition critique de son œuvre aux éditions Anthropos. L'excellent *Le curé Meslier, athée communiste et révolutionnaire sous Louis XIV* de l'historien Maurice Dommanget est paru en 1965.

Si les anarchistes n'ont pas reconnu Meslier comme un des

En tout cas, avant de mourir, il prit ses mesures pour qu'un testament, où il abjurait sa foi religieuse, fut en même temps porté au greffe de Sainte-Menehould, lieu de sa juridiction, à l'archevêché de Reims et à Mézières.

Le scandale étant à son comble, M. Laveaux, curé de Boul-

leurs, ils l'ont considéré comme un précurseur de la pensée révolutionnaire. Et les textes que nous vous présentons aujourd'hui, extraits de la *Brochure mensuelle* d'août 1932 en sont la preuve. Et aujourd'hui encore, l'obscurantisme reste l'ennemi. N'est-ce pas M. Reagan ? Ce haut dignitaire qui préfère encore l'explication biblique de la création à la théorie de l'évolution de Darwin. N'est-ce pas M. Delors ? Ce grand argentier qui prie pour que l'inflation en 1984 ne dépasse pas 5%.

(1) *Jean Meslier l'enragé*, édition Balland est en vente à la librairie du Monde libertaire, 89 F. Les autres titres sur Meslier sont épuisés.

lets, signés par lui. Ils portaient pour titre : *Mon testament*, et étaient adressés à ses paroissiens et à M. Leroux, procureur et avocat au parlement de Mézières.

Des deux exemplaires qu'on trouva dans sa demeure, l'un fut retenu par le grand vicaire de Reims, l'autre fut envoyé à M. de Chauvelin, garde des sceaux. On en fit des copies qui circulaient dans Paris au prix de dix louis la pièce, et dont la bibliothèque de l'Arsenal contient deux exemplaires. Mais (...), ces copies étaient raccourcies et tronquées. (...)

Les exemplaires originaux étaient enveloppés d'une couverture de papier gris, sur laquelle le curé avait écrit ces mots :

« J'ai vu et reconnu les erreurs, les vanités, les folies et les méchancetés des hommes ; je les ai haïs et détestés. Je ne l'ai osé dire pendant ma vie, mais je le dirai au moins en mourant et après ma mort, et c'est afin qu'on le sache que je fais et écris le présent mémoire, afin qu'il puisse servir de témoignage de vérité à tous ceux qui le verront et le liront, si bon leur semble. »

(1) Voltaire publia une version expurgée du *Testament* ou *mémoire* du curé Meslier, « best seller » de la « dissidence » de l'époque.

LE CURÉ MESLIER

Reims ; que cette réprimande, qu'il ne croyait pas mériter, et quelques outrages particuliers qu'il reçut du seigneur, dont les jardins étaient contigus à l'église — outrages qui furent poussés si loin que M. de Clairly venait sonner du cor jusque sous les fenêtres de l'église où le curé officiait et prêchait — son esprit s'était aigri au point de lui rendre insulte pour insulte. Sur les plaintes du seigneur, M. de Rohan Guéméné fit venir le curé au séminaire.

On dit qu'irrité de ce traitement, il s'était laissé mourir de faim en 1729, d'autres disent en 1733. »

Ce dernier détail doit être en tout cas controvérsé : car il paraît acquis que Meslier mourut en 1729.

zicourt, et M. Voiri, curé de Guignicourt (son ami) se rendirent à Etrépigny et inhumèrent le corps dans la sacristie, sans inscrire son acte mortuaire sur les registres de la paroisse. En effet, on n'y trouve rien qui ait trait au décès du curé Meslier. (...)

A sa mort, dit Voltaire (1), il donna tout ce qu'il possédait — bien peu de chose d'ailleurs — à ses paroissiens et il pria qu'on l'enterrât dans son jardin.

Selon les contemporains, on trouva chez lui deux exemplaires de son testament, écrits de sa main, le troisième ayant été déposé par lui, de son vivant, au greffe de la justice de Sainte-Menehould.

Ces trois exemplaires étaient de trois cent soixante-six feuil-

QUELQUES ASPECTS SOCIAUX DE L'OEUVRE DU CURÉ MESLIER

LA religion (...) soutient le gouvernement politique, si méchant qu'il puisse être, et à son tour le gouvernement soutient la religion, si sottise et si vaine qu'elle puisse être. D'un côté, les prêtres recommandent, sous peine de malédiction et de damnation éternelle, d'obéir aux magistrats, aux princes et aux souverains, comme étant établis de Dieu pour gouverner les autres, et les princes de leur côté font respecter les prêtres, leur font donner de bons appointements et de bons revenus et les maintiennent dans les fonctions vaines et abusives de leur faux ministère, contraignant le peuple de regarder comme saint et sacré tout ce qu'ils font et tout ce qu'ils ordonnent aux autres de croire et de faire, sous ce beau et spécieux prétexte de religion et de culte divin. (...)

Tous les hommes sont égaux par la nature, ils ont tous également le droit de vivre et de marcher sur la terre, et d'avoir part aux biens de la terre en travaillant utilement les uns et les autres pour avoir les choses nécessaires et utiles à la vie. (...)

Il n'y a rien de si abject, de si pauvre, de si méprisé que les paysans de France : ils sont les esclaves des grands et des nobles, sans compter ce que les ecclésiastiques exigent injustement de ces pauvres malheureux... On a bien raison de comparer ces gens-là à des vermines, car ils ne font que tourmenter, ronger et manger le pauvre peuple.

La religion se fait leur complice. Elle menace les ignorants du diable, comme si les diables pouvaient être plus hideux que tous les beaux messieurs, grands et nobles, que toutes les belles demoiselles, parées, frisées et poudrées, qui sont les plus grands ennemis du peuple et qui lui font tant de mal.

Et quelles pestes que les oisifs — cette quantité de riches et fainéants, qui, sous prétexte qu'ils ont de quoi vivre de ce qu'ils appellent leurs rentes, ne se livrent à aucun travail ! De quelle utilité sont ces gens-là, riches fainéants et mangeurs de la substance du peuple ?

Quand tous les moines et tous les prêtres célébreraient chacun vingt, trente et même cin-

quante messes par jour, elles ne vaudraient pas à elles toutes un seul clou à soufflet, comme on dit. Un clou est utile et nécessaire, on ne saurait s'en passer en nombre de choses, mais toutes les prières, toutes les oraisons et toutes les messes ne sont utiles qu'à faire venir de l'argent à ceux qui les disent. Un seul coup de hoyau qu'un pauvre manouvrier donne en terre pour la cultiver est utile et sert à faire venir du grain pour nourrir l'homme. Un bon laboureur en fait venir avec sa charrue plus qu'il ne lui en faut pour vivre ; mais tous les prêtres ensemble ne sauraient, avec toutes leurs prières et tous leurs prétendus saints sacrifices de messe, contribuer à la production d'un seul grain. (...)

Vous étonnez-vous, pauvres peuples, que vous ayez tant de mal et tant de peines dans la vie ? C'est que vous portez seuls tout le poids du jour, c'est que vous êtes chargés non seulement du fardeau de vos rois et de vos princes qui sont vos premiers tyrans, mais encore de toute la noblesse, de tout

le clergé, de toute la moinerie, de tous les gens de justice, en un mot, de tout ce qu'il y a de gens fainéants et inutiles dans le monde.

Les moines n'ont eu garde de renoncer aux avantages de la vie en commun ! Aussi sont-ils toujours dans un état florissant, ne sentent-ils jamais les misères ni les inconvénients de la pauvreté : leurs couvents sont aussi superbement bâtis que des palais, leurs maisons sont des réservoirs de tous les biens et de toutes les commodités. Que les hommes ne s'entendent-ils pas de même pour jouir de la vie en commun, dont les avantages sont évidents et incalculables ? (...) Levez-vous, unissez-vous contre vos ennemis, contre ceux qui vous accablent de misère et d'ignorance. Rejetez entièrement toutes les vaines et suspicieuses pratiques des religions. (...) Votre salut est entre vos mains, votre délivrance ne dépend que de vous, car c'est de vous seuls que les tyrans obtiennent leur force et leur puissance. (...)

Unissez-vous donc, ô peuples ! unissez-vous tous, si vous avez

du cœur, pour vous délivrer de vos misères communes. Commencez d'abord par vous communiquer secrètement vos pensées et vos desirs. Répandez partout le plus habilement possible des écrits semblables à celui-ci par exemple, rendez odieux partout le gouvernement tyrannique des princes et des prêtres. Secourez-vous dans une cause si juste et si nécessaire et où il s'agit de l'intérêt commun de tous les peuples. Retenez pour vous-mêmes ces richesses et ces biens que vous faites venir à la sueur de votre corps, n'en donnez rien à tous ces superbes et inutiles fainéants, rien à ces moines et ecclésiastiques qui vivent inutilement sur la terre, rien à ces orgueilleux tyrans qui vous méprisent... Que vos parents, vos alliés quittent leur service, excommuniez-les de votre société. Ils ne peuvent pas se passer de vous, vous pouvez vous passer d'eux et n'avez pas d'autre religion que de maintenir partout la justice et l'équité, de vous aimer les uns les autres et de garder inviolablement la paix et la bonne union entre vous...

LA GUERRE EST COMMENCÉE DANS LES LABORATOIRES

Par E. Potelle

CET opuscule (1) d'une trentaine de pages cherche à démontrer jusqu'à quel point les laboratoires sont impliqués dans les recherches et les expérimentations d'armes sur l'homme et sur l'animal.

En fait, le laboratoire est l'instrument premier dans la création d'armements. On a ainsi testé — par expérimentation animale interposée — l'arme nécrasante qui détruit les muqueuses internes au moyen de gaz ; l'obus à bille déjà utilisé par l'armée américaine

au cours de la guerre du Viet-Nam qui libère des milliers de billes qui, en pénétrant dans le corps selon une trajectoire en crochets, y provoquent des dégâts irréparables et entraîne une agonie longue et affreuse ; la bombe explosive C.S. qui détruit les poumons et les visières ; la bombe au chlore ; au napalm, à fléchettes, etc.

Certains laboratoires cultivent délibérément des bactéries responsables de maladies endémiques tels la peste, le choléra, le typhus, la fièvre jaune, la syphilis ou la variole (2).

A citer également au palmarès de la guerre chimique, l'existence des neurotoxiques, le « G-Gas », par exemple, gaz terrorisant qui frappe de stupeur la population, s'attaque aux centres nerveux et provoque la mort par asphyxie au bout de 5 à 6 minutes.

Tous ces moyens de mort sont étudiés et perfectionnés dans les laboratoires civils ou militaires du monde entier. Certes, il existe des conventions internationales, mais curieusement, elles présentent toujours une faille par laquelle

on justifie légalement la culture de l'horreur. Les neurotoxiques ne sont contrôlés par aucune convention, ni les hématoxiques qui permettent la guerre ethnique, en éliminant biologiquement tel peuple à l'exclusion de tels autres. Cette arme est d'ailleurs très prisée par des sociobiologistes qui n'hésitent pas à parler de certaines catégories humaines en termes de « déchet ou de lie biologique ». L'idée n'est pas neuve puisque des prix Nobel de médecine ou de biologie tels Alexis Carrel (1912), Charles Richet (1913), Macfarlane Burnet (1960) ou Konrad Lorenz et Karl von Frisch (1973) ont tous préconisé, à des degrés divers, la sélection dite « naturelle », c'est-à-dire l'élimination des porteurs de « mauvaises gènes ». C'est ce que Maurice Ollender (3) appelle le génocide thérapeutique.

Cette brochure nous rappelle aussi que l'homme n'est pas à l'abri de l'expérimentation. Sans tomber dans les classiques expériences nazies, E. Potelle nous apprend les « exploits » du chirurgien mili-

taire japonais, Ishih Shiro, qui dans les années 40 se faisait la main sur des prisonniers chinois, russes, mongols ou américains. A l'arrivée des tanks soviétiques, en 1945, le Japon fut contraint de démanteler ce centre de recherches en Mandchourie où se pratiquait l'expérimentation humaine. Mais Ishih Shiro et la plupart de ses experts ne furent pas jugés pour leurs crimes car ils avaient négocié leur liberté avec les Etats-Unis, en échange d'informations relatives aux résultats de leurs expériences. Comme quoi, le crime se vend ! Un dernier exemple, enfin, les projets Chatter et Blue Bird conçus par la C.I.A., portant spécifiquement sur le contrôle de l'individu et le conditionnement du personnel attaché au secret militaire, ont débouché sur l'élaboration de techniques d'interrogatoires utilisant des agents chimiques et des drogues.

A noter également qu'E. Potelle est l'auteur de la Charte mondiale des étudiants pour une science et une biologie sans violence.

TAI-THÉÂTRE

AU TAI-Théâtre, 37, rue Vieille-du-Temple, Paris 4^e, Jacques Roussel présente « Le tremplin de la chanson » et Anne Trébaol.

Le prochain spectacle aura lieu samedi 21 janvier à 15 h, entrée 30 F. Téléphone du TAI-Théâtre pour tous renseignements complémentaires : 278.10.79.

Martine
Liaison Bas-Rhin

(1) Edition Les Cahiers de la coalition mondiale pour l'abolition de l'expérimentation sur l'homme et l'animal, brochure disponible à la librairie du Monde libertaire.

(2) Entre 1960 et 1970, les Indiens d'Amazonie furent détruits à l'aide de chemises contaminées à la variole qu'on leur « donnait » en prévision des « nuits froides », cf Daniel Riche, *La guerre chimique et biologique*, aux éditions Belfond.

(3)Animateur de la revue *Le genre humain* (Paris).

INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 19 janvier :
« Le coin des marmites » (12 h) : la cuisine sur... 89,5 MHz.
« L'Invité quotidien » (20 h) : *Le Fou parle*, avec un dessinateur et un écrivain.

• Vendredi 20 janvier :
« Théâtre » (14 h) : actualité théâtrale.
« De bouche à oreilles » (16 h) : Simone Langlois.
« Le Front des radios libres » (18 h) : actualité des radios libres.
« Radio-Esperanto » (19 h)

• Samedi 21 janvier :
« Prison » (18 h) : Claude Sigala, en visite à Paris.
« U'kamau » (20 h 30) : les « Iroquois » et l'Américain indien mouvement.

• Dimanche 22 janvier :
« Ici Dieu... à vous Paris » (10 h) : toujours Dieu et la Régie débile de publicité.
« Le fédéralisme en marche » (14 h) : actualité des régions.
« Les samedis qui chantent... » (15 h 30) : avec Anne Trébaol.

• Lundi 23 janvier :
« Le Sac à malices » (14 h) : les Arméniens avec Hasmig Renouvian.
« Voix libres » (15 h) : Jocelyne Auclair lit J. Prévert.
« Big-Brother » (16 h) : lecture de 1984.
« Catalogne libre » (20 h) : à propos de l'ouvrage de G. Orwell.

• Mardi 24 janvier :
« Plasticismus » (13 h) : Nathalie Stern, peintre.
« L'Invité quotidien » (20 h) : le magazine télé *Résistances*.
« Mot pour mot » (22 h) : consacré à la Grèce.

• Mercredi 25 janvier :
« Le bal des affreux » (10 h 30) : avec Philippe Coste.
« By jove » (12 h) : Orwell et son influence dans la B.D.
« A bâtons rompus » (16 h) : 1984 et Orwell.

Tous les jours du 23 au 29 janvier, sur Radio-Libertaire : un feuillet de G. Orwell *La ferme des animaux*.

NOUS vous avons signalé dans un précédent *Monde libertaire* la création du premier cabaret libertaire, le Trou noir. Celui-ci, au 34, rue Nationale, Paris 13^e, métro Porte-d'Ivry, accueillera les vendredis, samedis et dimanches, à partir de 21 h (ouverture à 19 h) de nombreux artistes.

Au programme :

Les 20, 21, et 22 janvier :
Jean Bourbon ;
les 27, 28 et 29 janvier :
Alain Aurenche ;
les 3, 4 et 5 février : Gilles Elbaz.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez téléphoner au 570.84.29.

RADIO LIBERTAIRE : UNE BONNE NOUVELLE



RENÉ LOCHU, voilà un militant anarchiste qui a eu une vie bien remplie. Jugez-en : incorporé dans la marine en 1918, il va naviguer partout et être témoin de l'évacuation forcée des troupes françaises à Odesa en 1919 par crainte que les marins fraternisent avec les ouvriers insurgés... Puis c'est la mutinerie des marins de la Mer Noire, qui refusent la guerre contre la Russie ; René Lochu nous raconte sa découverte de la Makhnovouchina en Ukraine (il aura l'occasion de rencontrer plus tard Makhno) et le début de sa prise de conscience révolutionnaire.

Démobilisé, il s'installe à Brest où il rejoint les libertaires qui fondent la Maison du peuple de la ville. Il est de tous les meetings, toutes les manifestations antimilitaristes, anticléricales... Ils s'investissent dans la campagne pour Sacco et Vanzetti qui seront assassinés par « l'Amérique des banques » en 1927, malgré les protestations massives dans le monde entier... Il organise avec le groupe libertaire de Brest l'aide aux camarades italiens fuyant la dictature de Mussolini... Il est au cœur des émeutes ouvrières de 1935, noyées dans le sang par l'armée et la police. Viennent le Front populaire et la révolution espagnole, la création de Solidarité internationale anti-

fasciste dans laquelle Lochu milite avec Louis Lecoin pour la section française... le combat contre les franquistes se joue à Brest même... 1939, de nouveau, la guerre est là, et les antimilitaristes sont impitoyablement pourchassés... Lochu et ses camarades diffusent sur Brest le célèbre tract de Lecoin « Paix immédiate » clandestinement. Il nous parle de sa ville occupée par les Allemands, des effroyables bom-

LIBERTAIRES, MES COMPAGNONS DE BREST ET D'AILLEURS

Par René Lochu

bardements, de la rage impuisante lorsque des anarchistes de son groupe sont arrêtés par la Gestapo et emmenés pour un voyage dont ils ne reviendront jamais. Enfin, la libération, où Lochu peut reprendre son activité militante à visage découvert, après 4 ans passés dans l'ombre. C'est encore le soutien aux espagnols exilés de la C.N.T. et de la F.A.I., la campagne pour l'objection de conscience, les réu-

Secrétariat de Radio-Libertaire

* Pour le Secrétariat histoire de la Fédération anarchiste, nous avons conservé les scellés qui « protégeaient » le matériel. Petits souvenirs historiques...

* La fourrière du XV^e se trouve rue de Dantzig (aujourd'hui Gdansk) et la rue parallèle s'appelle rue de Cronstadt ! Encore un clin d'œil de l'histoire...

nions publiques, le théâtre de propagande, les manifs du 1^{er} mai, la lutte quotidienne.

Dans ce bouquin (1), pas d'analyses politiques, pas de bilan, René Lochu n'est pas un théoricien... simplement les souvenirs, exprimés plus ou moins maladroitement, d'un homme qui a consacré sa vie à l'anarchie et qui nous la raconte avec chaleur et passion, avec, au fil des pages, ceux qu'il a cotoyés : Makhno, Voline, Sébastien Faure, Louis Lecoin, Maurice Laisant, May Picqueray, Aristide Lapeyre, Suzy Chevet, Maurice Joyeux, Léo Ferré, dont il fait la connaissance au gala du Monde libertaire, à la Mutualité en 68, et qui va devenir son ami, lui dédiant sa chanson « Les Etrangers ».

A 85 ans, René Lochu se souvient de tout ça, et il est absolument persuadé qu'à Brest, d'autres prennent la relève pour que quelque part, Brest reste « Brest-la-Rouge ».

Aujourd'hui, le groupe « Les Temps nouveaux » de la Fédération anarchiste a effectivement repris le flambeau.

« Lochu, l'an 10 000, tu l'rapelles ? » (Léo Ferré).

Gil
Gr. Libertad

(1) Libertaires, mes compagnons de Brest et d'ailleurs par René Lochu (préface de Léo Ferré, postface de Maurice Laisant) en vente à la librairie du Monde libertaire, 65 F.

REAGAN RETIRE SES BILLES... ET SORT SES CALOTS !

M. Reagan n'est pas content ! Il a annoncé le retrait des Etats-Unis de l'Unesco, l'agence des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. C'est que, voyez-vous, cette organisation était devenue une tribune anti-américaine où les pays du tiers monde et les pays communistes se ralaient pour fustiger les valeurs occidentales, l'économie de marché et les firmes multinationales.

L'Unesco : un repaire de communistes !

Un des fervents défenseurs de ces valeurs a pu ainsi déclarer au *New York Times* que l'Unesco était « vouée à l'attaque des valeurs fondamentales de l'Occident, ses intérêts, ses institutions. Elle qualifie la culture occidentale de menace « impérialiste » pour l'identité des autres peuples. Elle attaque l'économie libérale et les sociétés multinationales. Elle cherche à dégrader la notion de droits individuels en faveur des « droits des peuples » aussi nébuleux que nombreux. »

Le gouvernement des Etats-Unis n'aime pas l'Unesco. C'est que cette organisation est une des seules de l'O.N.U. où les votes des petits Etats ont la même valeur que ceux des grandes puissances, et où ces dernières n'ont pas de droit de veto.

La presse américaine non plus n'aime pas l'Unesco, qui a tenté de mettre sur pied un « nouvel ordre mondial de l'information » afin de retirer aux agences de presse américaines leur quasi-monopole mondial de la diffusion de l'information. Cette tentative est considérée par la presse américaine comme un complot communiste-tiers mondiste pour museler la presse « libre ».

Ainsi le *New York Times* a publié dans un éditorial que l'Unesco a été « détournée par un collectif tiers mondiste et communiste qui semble plus disposé à se lancer dans des querelles idéologiques, tout en menant la bonne vie, que de mettre en œuvre des programmes d'aide. (...) L'une des grandes passions de cette bureaucratie est d'instaurer des contrôles politiques et idéologiques sur le peu de presse libre qui subsiste dans le monde. »

Le porte-parole de la Maison-Blanche a déclaré que les Etats-Unis se retirent de l'organisation à cause de « l'hostilité qu'elle manifeste à l'égard des institutions fondamentales sur lesquelles repose une société libre, en particulier une économie de marché et une presse indépendante. »

Il est vrai que voir les représentants de l'Unesco écouter poliment le discours du délégué iranien en faveur des restrictions de la liberté de la presse et déclarer que les journalistes sont des « bouchers couverts de sang qu'animent un désir inextinguible de domination » ; ou encore entendre le délégué ukrainien expliquer placidement que les écoles soviétiques enseignent le « respect des droits de l'homme et les libertés fondamentales », cela a quelque chose d'irréel.

Mais au-delà de ces anecdotes caricaturales relevées par un journaliste américain, et qui ne sauraient à elles seules justifier le retrait des Etats-Unis, il reste deux autres raisons que le porte-parole de la Maison-Blanche n'a pas mentionnées : la revendication à l'iden-

tité culturelle des peuples et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui vont à l'encontre de la « croisade » menée par Reagan en faveur des valeurs matérielles et spirituelles de l'impérialisme américain.

Il est cependant peu probable que les crédits libérés par le retrait américain (correspondant à 25% du budget de l'Unesco) iront soulager le sort des 34,4 millions d'Américains qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, ou, pour ne citer que le cas du Massachusetts, de ces 15% d'enfants de moins de six ans qui souffrent de malnutrition...

Le retrait américain de l'Unesco ne laisse pas M. Reagan et ses amis désarmés dans leur lutte contre « l'empire du mal » et pour la démocratie version Etats-Unis. En effet, les stratèges de la Maison-Blanche ont mis au point un programme ambitieux qui doit être proposé au Congrès.

Un programme « culturel » en quatre points

Le renforcement des services d'information à l'étranger constitue le premier élément de ce programme. L'United State Information Agency (U.S.I.A.) qui produit la « Voix de l'Amérique », emploie 7 700 personnes, possède 106 émetteurs qui émettent en 42 langues. Elle publie 10 magazines, et entretient 136 bibliothèques. L'augmentation des moyens de cette agence doit se faire dans des proportions comparables à celles des programmes de défense (de 711 à 828 millions de dollars), car il s'agit bien d'une question de sécurité. Le directeur de l'U.S.I.A. a pu ainsi déclarer que cette agence est « une composante critique de l'appareil de sécurité nationale du pays ».

Le deuxième élément, du programme reaganien, s'appelle la « diplomatie publique ». Une structure inter-départementale a été créée, réunissant les principaux responsables du département d'Etat (équivalent au ministère de l'intérieur), du département de la Défense, du Conseil national de la sécurité, de l'Agence pour le développement international et de l'U.S.I.A., dont le but est ainsi défini : « Le gouvernement veut utiliser la diplomatie publique pour vendre (sic) les choix politiques américains à ceux qui sont sceptiques à l'étranger. » Un million et demi de dollars est demandé pour doubler les échanges de jeunes, pour des séminaires à l'intention des « élites de la génération des successeurs : enseignants, journalistes, hommes politiques ».

Le troisième point d'appui de la « croisade » de Reagan est le « projet démocratie » : 20 millions de dollars en 1983-1984 ; 65 millions en 84-85, et dont le but est :

- former les dirigeants actuels et futurs à la théorie et à la pratique de la démocratie ;
- poser les « principes de la démocratie » et « les valeurs des Etats-Unis dans les systèmes éducatifs des autres pays » ;
- renforcer les institutions démocratiques : syndicats, partis, presse, universités, entreprises, systèmes judiciaires, églises, associations ;

- faire passer l'information pour « promouvoir l'intérêt intellectuel et politique pour la diplomatie » ;
- développer des liens entre individus et organisations américaines et leurs équivalents à l'étranger.

Une pluie de dollars

Une pluie de dollars devraient s'abattre :

- 1,5 million pour renforcer les organisations européennes qui soutiennent l'Alliance atlantique ;
- 800 000 dollars pour les universités latino-américaines, pour « mettre en évidence les mérites du rôle du secteur privé, du volontarisme et de l'initiative privée » ;
- 1,7 million dans les pays sous-développés pour « construire des attitudes positives envers la démocratie chez les responsables militaires actuels et futurs » ;
- 1,5 million de dollars pour former la « génération des successeurs » en Europe et en Asie de l'Est, et pour « mettre en évidence les thèmes fondamentaux du développement politique, scientifique, social, culturel et économique des Etats-Unis » ;
- 12,5 millions, dont 4 pour l'Europe, dans des centres d'études des Etats-Unis à l'étranger pour « donner aux étrangers une information plus importante et meilleure sur les Etats-Unis » ;
- 1,8 million pour enseigner l'anglais en Afrique ;
- 5,4 millions de dollars pour la publication de livres, dont 1,2 pour des ouvrages en français ;
- 15 millions de dollars pour l'Asian foundation.

Le dernier pilier de la croisade est le « programme démocratie » qui vise à créer une Fondation nationale pour la démocratie associant des fonds privés, mais aussi 31 millions de dollars de fonds publics pour 1984-1985, dont 5 millions pour le fonctionnement même de la fondation ; 13,8 millions pour l'A.F.L.-C.I.O. ; 2,5 millions pour l'industrie ; 5 millions pour le Parti républicain et 5 millions pour le Parti démocrate.

Cela rappelle étrangement, en beaucoup plus grand, le « programme international anticommuniste » lancé après la guerre par l'A.F.L.-C.I.O. en Amérique latine et en Europe, et grâce auquel Force ouvrière en France avait pu toucher quelques subsides.

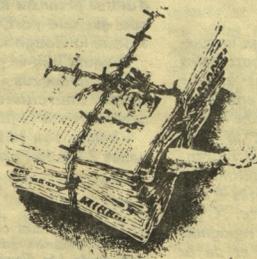
Le caractère strictement de propagande du programme de Reagan est évident et les préoccupations culturelles parfaitement accessoires. N'ayant pu faire de l'Unesco une agence de propagande de la politique américaine, l'administration Reagan a préféré se retirer.

D'ailleurs sur le plan intérieur, l'ambition démocratique de Reagan est quelque peu tiédie : restriction de l'accès des journalistes à l'information, restriction des contacts entre journalistes et responsables gouvernementaux ; restriction de l'accès aux documents gouvernementaux, enquêtes de sécurité accrues, contrôle des publications des fonctionnaires.

Stanley Hoffman, professeur à Harvard, cité par *Le Monde diplomatique* de juillet 83, peut justement déclarer : «... si les Etats-Unis veulent propager la démocratie, le mieux serait d'y parvenir par l'exemple. »

Raoul Boullard

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION



Le débat sur le problème de l'information et de la communication ne se limite pas à la question du libre accès et de la libre circulation. Le besoin d'instaurer un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (N.O.M.I.C.) a son origine dans les énormes disparités entre régions, entre nations, dans ce domaine.

Tout naturellement, ce débat a retenu l'attention de l'Unesco, et c'est l'évolution qu'a pris par la suite ce débat qui a motivé la position américaine de retrait de cette organisation.

Quelques chiffres : I.S.S. et Dataneus, deux agences de presse américaines, ont des services informatisés qui leur permettent de traiter et de diffuser 30 millions de mots par jour. Deux des plus grandes agences européennes ne peuvent traiter qu'à peine un million de mots chacune. Toutes les agences du tiers monde réunies — elles-mêmes dépendantes des agences des pays développés — ne peuvent en traiter que 200 000.

Les Etats-Unis contrôlent 75% de la circulation mondiale des programmes de télévision, 65% des informations, 50% du cinéma, 60% des disques et cassettes, 89% de l'information commerciale informatisée, 82% de la production de composants électroniques, 65% de la publicité commerciale, 90% des bulletins d'information de télévision.

Quarante-cinq pays dans le monde n'ont pas de télévision, trente n'ont pas de presse écrite, et ceux qui dans le tiers monde disposent de ces services dépendent à 75 ou 80% de l'étranger.

« Le problème de fond est que, à travers la capacité financière et technologique, ceux qui décident comment et quoi communiquer sont de moins en moins nombreux tandis que ceux qui ne font que consommer cette information sont de plus en plus nombreux, non seulement à l'intérieur d'une société déterminée, mais aussi à l'échelle internationale. »

«... dans les domaines financiers et technologique liés à la communication et à l'information, la concentration et l'intégration se développent, entraînant le déclin de grands journaux, stations de radio et chaînes de télévision indépendantes, absorbés progressivement par des chaînes de médias contrôlées par une même entreprise, presque toujours transnationale. » (Carlos Ortega, *Le Monde diplomatique*, juillet 1983)

Il apparaît donc clairement que les accusations formulées par le gouvernement des Etats-Unis et par la presse de ce même pays, concernant les menaces contre la « presse libre » et la liberté de l'information, ne cachent en fait que la peur panique de Reagan et de ses acolytes de voir leur propre monopole international remis en cause.

R. B.